

Compagnie Générale de Géophysique – Veritas SA (CGGVeritas SA)

Société anonyme au capital de 70 581 503 €
Siège social : Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine
75015 Paris
RCS : Paris 969 202 241

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

ERNST & YOUNG ET AUTRES

1/2 PLACE DES SAISONS
92400 COURBEVOIE – PARIS-LA DEFENSE 1
S.A.S. A CAPITAL VARIABLE

MAZARS

61 RUE HENRI REGNAULT
92400 COURBEVOIE
S.A. AU CAPITAL DE 8 320 000 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CGGVeritas SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif au changement de devise de présentation des états financiers consolidés du groupe de l'euro au dollar US.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note I de l'annexe aux états financiers mentionne les jugements et estimations significatifs retenus par votre groupe. Nous avons considéré, dans le cadre de notre audit, que ces jugements et estimations concernent principalement :

- les modalités d'amortissement et la réalisation de tests de perte de valeur des études « multi-clients » (immobilisations incorporelles),
- la réalisation de tests de perte de valeur des actifs non courants,
- la reconnaissance du chiffre d'affaire et de la marge sur les contrats de services « exclusifs » et « multi-clients »,
- les provisions pour risques, charges et litiges,
- la reconnaissance des impôts différés actifs.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, à revoir, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection les calculs effectués par votre groupe et à vérifier que les différentes notes aux états financiers fournissent une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et Paris-La Défense, le 12 avril 2013.

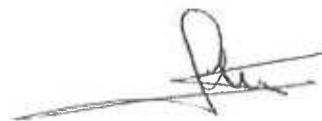
Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET
AUTRES

PIERRE JOUANNE



LAURENT VITSE



MAZARS

JEAN-MARC DESLANDES



COMPTES CONSOLIDÉS 2010-2011-2012

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 février 2013 et sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 3 mai 2013.

Le 1^{er} janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollars US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière. Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US.

Bilan consolidé

(En millions de dollars US)	Notes	31 décembre			
		2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)	2009 (retraité)
ACTIF :					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28	1 520,2	531,4	448,8	691,9
Clients et comptes rattachés	3	888,7	876,0	928,5	812,5
Stocks et travaux en cours	4	419,2	361,5	353,4	322,4
Créances d'impôt		111,7	119,4	113,7	95,5
Autres actifs courants	5	139,6	157,0	161,8	129,0
Actifs détenus en vue de la vente, nets	5	393,9	64,5	97,0	19,1
Total actif courant		3 473,3	2 109,8	2 103,2	2 070,4
Impôts différés actifs	24	171,4	188,8	180,9	107,3
Participations et autres immobilisations financières	7	53,7	24,7	35,5	51,7
Sociétés mises en équivalence	8	124,5	131,7	98,6	143,2
Immobilisations corporelles, nettes	9	1 159,5	1 183,2	1 045,6	976,2
Immobilisations incorporelles, nettes	10	934,9	865,1	963,9	1 050,1
Écarts d'acquisition des entités consolidées	11	2 415,5	2 688,2	2 688,5	2 691,2
Total actif non courant		4 859,5	5 081,7	5 013,0	5 019,7
TOTAL ACTIF		8 332,8	7 191,5	7 116,2	7 090,1
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES :					
Concours bancaires court terme	13	4,2	6,0	6,1	3,9
Dettes financières — part court terme	13	47,8	64,5	99,5	163,5
Fournisseurs et comptes rattachés		505,5	386,4	394,8	259,0
Dettes sociales		209,9	185,7	146,0	170,7
Impôts sur les bénéfices à payer		97,0	159,7	82,9	61,2
Acomptes clients		36,0	51,0	33,2	34,3
Provisions — part court terme	16	21,0	34,6	55,8	58,0
Autres passifs courants	12	300,2	272,3	263,9	228,5
Total passif courant		1 221,6	1 160,2	1 082,2	979,1
Impôts différés passif	24	111,9	110,8	155,9	173,9
Provisions — part long terme	16	107,6	106,7	117,2	150,6
Dettes financières — part long terme	13	2 253,2	1 871,6	1 879,5	1 848,0
Autres passifs non courants	17	46,6	49,8	46,3	46,3
Total dettes et provisions non courantes		2 519,3	2 138,9	2 198,9	2 218,8
Capital social 264 568 736 actions autorisées et 176 392 225 actions émises au nominal de 0,40 € au 31 décembre 2012	15	92,4	79,8	79,6	79,4
Primes d'émission et d'apport		3 179,1	2 669,3	2 666,3	2 663,7
Réserves		1 203,1	1 161,1	1 127,1	1 483,6
Autres réserves		(27,8)	(17,0)	(21,4)	(19,3)
Titres d'autocontrôle		(20,6)	(20,6)	(20,6)	(20,2)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère		74,2	(28,2)	(74,5)	(368,7)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres		(7,6)	(11,5)	(4,7)	1,2
Écarts de conversion		0,4	(27,6)	6,2	14,2
Total capitaux propres — attribuables aux actionnaires de la société mère		4 493,2	3 805,3	3 758,0	3 833,5
Participations ne donnant pas le contrôle		98,7	87,1	77,1	58,7
Total capitaux propres		4 591,9	3 892,4	3 835,1	3 892,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		8 332,8	7 191,5	7 116,2	7 090,1

Compte de résultat consolidé

(En millions de dollars US, sauf pour les données par action)

	Notes	31 décembre		
		2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Chiffre d'affaires	19	3 410,5	3 180,9	2 904,3
Autres produits des activités ordinaires		3,6	3,3	4,3
Total produits des activités ordinaires		3 414,1	3 184,2	2 908,6
Coût des ventes		(2 685,4)	(2 649,4)	(2 321,8)
Marge brute		728,7	534,8	586,8
Coûts nets de recherche et développement	20	(92,8)	(77,0)	(75,7)
Frais commerciaux et administratifs		(96,0)	(83,1)	(81,9)
Frais généraux		(184,1)	(203,5)	(223,8)
Autres produits et charges, nets	21	(26,7)	34,3	(118,0)
Résultat d'exploitation	19	329,1	205,5	87,4
Coût de l'endettement financier brut		(159,0)	(177,2)	(143,3)
Produits financiers sur la trésorerie		2,3	2,7	3,2
Coût de l'endettement financier net	22	(156,7)	(174,5)	(140,1)
Autres produits (charges) financiers	23	(19,7)	0,8	11,2
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		152,7	31,8	(41,5)
Impôts différés sur les variations de change		—	(4,6)	(8,8)
Autres impôts sur les bénéfices		(98,7)	(57,9)	(9,1)
Impôt sur les bénéfices	24	(98,7)	(62,5)	(17,9)
Résultat net des entreprises intégrées		54,0	(30,7)	(59,4)
Résultat des sociétés mises en équivalence		37,4	16,4	(1,0)
Résultat net de l'ensemble consolidé		91,4	(14,3)	(60,4)
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires	\$	74,2	(28,2)	(74,5)
Actionnaires	€	57,5	(20,1)	(56,0)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$	17,2	13,9	14,1
Nombre moyen pondéré d'actions émises ⁽³⁾	29	162 077 608	158 571 323	158 122 674
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	29	827 902	(1)	(1)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	29	503 932	(1)	(1)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	29	(2)	(2)	(2)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	29	163 409 442	158 571 323	158 122 674
Résultat net par action ⁽³⁾				
Base	\$	0,46	(0,18)	(0,47)
Base	€	0,36	(0,13)	(0,36)
Dilué	\$	0,45	(0,18)	(0,47)
Dilué	€	0,35	(0,13)	(0,36)

(1) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relutif. Par conséquent, les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(2) Les obligations convertibles avaient un effet accréitif; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

(3) Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2012, 2011 et 2010 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGGVeritas SA en 2012. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

État du résultat global consolidé

(En millions de dollars US)	31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Résultat net de l'ensemble consolidé	91,4	(14,3)	(60,4)
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie	3,7	(4,4)	(1,1)
Impôts	(1,3)	1,6	0,4
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	2,4	(2,8)	(0,7)
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	(18,0)	(1,7)	—
Impôts	6,2	0,6	—
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	(11,8)	(1,1)	—
Variation de l'écart de conversion	28,0	(31,0)	(8,2)
Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence, nette d'impôts	1,5	(4,6)	(5,1)
Autres éléments du résultat global consolidé, nets d'impôts	20,1	(39,5)	(14,0)
État du résultat global consolidé de la période	111,5	(53,8)	(74,4)
<i>Attribué aux :</i>			
<i>Actionnaires de la société mère</i>	94,3	(69,9)	(88,4)
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	17,2	16,1	14,0

Les écarts actuariels des plans de retraite ne seront pas reclassés au compte de résultat les exercices suivants. Les autres éléments du résultat global consolidé seront reclassés au compte de résultat si certaines conditions sont remplies

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions de dollars US, sauf les nombres d'actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Écarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2010 (retraité)	151 146 594	79,4	2 663,7	1 114,5	(19,3)	(20,2)	1,2	14,2	3 833,5	58,7	3 892,2
Augmentations de capital	359 515	0,2	2,6						2,8		2,8
Résultat net				(74,5)					(74,5)	14,1	(60,4)
Paiements fondés sur des actions				19,7					19,7	(3,7)	16,0
Actions propres				(2,9)		(0,4)			(3,3)		(3,3)
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									—		—
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>							(5,8)		(5,8)		(5,8)
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							(0,1)	(8,0)	(8,1)	(0,1)	(8,2)
Autres éléments du résultat étendu consolidé (1)+(2)+(3)							(5,9)	(8,0)	(13,9)	(0,1)	(14,0)
Variation de périmètre et autres				(4,2)	(2,1)				(6,3)	8,1	1,8
Au 31 décembre 2010 (retraité)	151 506 109	79,6	2 666,3	1 052,6	(21,4)	(20,6)	(4,7)	6,2	3 758,0	77,1	3 835,1

(En millions de dollars US, sauf les nombres d'actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Écarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2011 (retraité)	151 506 109	79,6	2 666,3	1 052,6	(21,4)	(20,6)	(4,7)	6,2	3 758,0	77,1	3 835,1
Augmentations de capital	355 823	0,2	3,0						3,2		3,2
Dividendes									—	(4,0)	(4,0)
Résultat net				(28,2)					(28,2)	13,9	(14,3)
Paiements fondés sur des actions				15,7					15,7		15,7
Actions propres									—		—
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>				(1,1)					(1,1)		(1,1)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>							(7,4)		(7,4)		(7,4)
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							0,6	(33,8)	(33,2)	2,2	(31,0)
Autres éléments du résultat étendu consolidé (1)+(2)+(3)				(1,1)			(6,8)	(33,8)	(41,7)	2,2	(39,5)
Emission d'obligations convertibles, nets d'impôts différés				81,9					81,9		81,9
Variation de périmètre et autres				12,0	4,4			—	16,4	(2,1)	14,3
Au 31 décembre 2011 (retraité)	151 861 932	79,8	2 669,3	1 132,9	(17,0)	(20,6)	(11,5)	(27,6)	3 805,3	87,1	3 892,4

(En millions de dollars US, sauf les nombres d'actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Écarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2012 (retraité)	151 861 932	79,8	2 669,3	1 132,9	(17,0)	(20,6)	(11,5)	(27,6)	3 805,3	87,1	3 892,4
Augmentations de capital	24 530 293	12,6	509,8						522,4		522,4
Dividendes									—	(5,6)	(5,6)
Résultat net				74,2					74,2	17,2	91,4
Paiements fondés sur des actions				21,5					21,5		21,5
Actions propres									—		—
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>				(11,8)					(11,8)		(11,8)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>							3,9		3,9		3,9
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>								28,0	28,0		28,0
Autres éléments du résultat étendu consolidé (1)+(2)+(3)				(11,8)			3,9	28,0	20,1		20,1
Emission d'obligations convertibles, nets d'impôts différés				64,1					64,1		64,1
Variation de périmètre et autres				(3,6)	(10,8)			—	(14,4)		(14,4)
Au 31 décembre 2012	176 392 225	92,4	3 179,1	1 277,3	(27,8)	(20,6)	(7,6)	0,4	4 493,2	98,7	4 591,9

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions de dollars US)	Notes	31 décembre		
		2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
EXPLOITATION				
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle)		91,4	(14,3)	(60,4)
Amortissements et dépréciations	28	368,0	343,7	316,3
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	10, 28	340,9	285,3	367,2
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés		(54,2)	(25,8)	(31,9)
Augmentation (diminution) des provisions		(18,6)	(20,9)	(26,2)
Charges liées aux stock-options		20,9	15,7	19,7
Plus ou moins-values de cessions d'actifs		(9,4)	(23,6)	—
Résultat des mises en équivalence		(37,4)	(16,4)	1,0
Dividendes reçus		48,2	6,9	2,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		(0,5)	(22,2)	(14,0)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt		749,3	528,4	574,6
Annulation du coût de la dette financière		156,7	174,5	140,1
Annulation de la charge d'impôt		98,7	62,5	17,9
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt		1 004,7	765,4	732,6
Impôt décaissé		(145,1)	(92,3)	(97,2)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement		859,6	673,1	635,4
Variation des actifs et passifs circulants :				
(augmentation) diminution des clients et comptes rattachés		(49,3)	60,3	(93,3)
(augmentation) diminution des stocks et travaux en cours		(46,7)	(14,4)	(35,6)
(augmentation) diminution des autres actifs circulants		7,1	40,2	(25,1)
augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés		113,8	(13,4)	111,9
augmentation (diminution) des autres passifs circulants		37,8	54,3	(12,6)
impact du change sur les actifs et passifs financiers	28	(1,4)	(10,2)	(14,8)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		920,9	789,9	565,9
INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations	9, 10	(368,8)	(365,6)	(279,6)
Investissements en trésorerie dans les études multi-clients	9	(363,8)	(203,2)	(259,6)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		6,2	21,3	6,0
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	28	35,4	13,0	6,0
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	28	(52,5)	(10,7)	(0,7)
Effet des variations de périmètre		—	—	(2,3)
Variation des avances reçues		1,7	4,6	2,5
Variation des subventions d'investissement		(1,2)	—	0,1
Variation des autres actifs financiers non courants		(1,6)	2,1	3,4
Flux de trésorerie affectés aux investissements		(744,6)	(538,5)	(524,2)
FINANCEMENT				
Remboursement d'emprunts		(94,8)	(1 186,9)	(66,9)
Nouveaux emprunts		537,4	1 190,7	3,0
Paieement du principal des contrats de crédit-bail		(30,1)	(38,0)	(75,2)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires		(1,7)	—	2,0
Charges d'intérêts payés	28	(125,2)	(126,9)	(134,7)
Augmentation de capital :				
par les actionnaires de la société mère		514,8	3,2	2,8
par les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—
Dividendes versés et remboursement de capital :				
aux actionnaires		—	—	—
aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées		(5,6)	(4,0)	(3,7)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle		—	—	(3,3)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		794,8	(161,9)	(276,0)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		17,7	(6,9)	(8,8)
Variation de trésorerie		988,8	82,6	(243,1)
Trésorerie à l'ouverture	28	531,4	448,8	691,9
Trésorerie à la clôture	28	1 520,2	531,4	448,8

NOTE 1 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique — Veritas, SA (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») sont un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont établis suivant les normes comptables internationales *International Financial Reporting Standards* (IFRS) et leurs interprétations publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), adoptées par l'Union européenne et applicables au 31 décembre 2012.

Changement de devise de présentation

Le 1^{er} janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollars US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière.

Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US.

Les écarts de conversion cumulés, remis à zéro au 1^{er} janvier 2004 lors de la transition aux IFRS, sont présentés comme si le Groupe avait appliqué le dollar US comme devise de présentation depuis cette date.

La devise fonctionnelle de la maison-mère demeure l'euro. Les écarts de conversion provenant de la maison-mère sont présentés en autres réserves.

Les principaux retraitements liés au changement de devise de présentation de l'euro au dollar US pour les exercices clos les 31 décembre 2011, 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009 sont présentés comme suit (en millions):

	Comptes consolidés historiques 31/12/11 en euros	Comptes consolidés historiques 31/12/11 convertis en dollar US ⁽¹⁾	Retraitements ⁽²⁾	Comptes consolidés 31/12/11 retraités en dollar US
Capital, primes, réserves et autres	2 883,1	3 730,5	+102,4	3 832,9
Écarts de conversion	55,8	72,2	(99,8)	(27,6)
Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas	2 938,9	3 802,7	+2,6	3 805,3

⁽¹⁾ Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1,2939

⁽²⁾ Écarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1,2939 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion négatif de la maison-mère de 17,0 millions de dollars US classés en autres réserves.

	Comptes consolidés historiques 31/12/10 en euros	Comptes consolidés historiques 31/12/10 convertis en dollar US ⁽¹⁾	Retraitements ⁽²⁾	Comptes consolidés 31/12/10 retraités en dollar US
Capital, primes, réserves et autres	2 837,2	3 791,1	(39,3)	3 751,8
Écarts de conversion	(25,1)	(33,6)	39,8	6,2
Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas	2 812,1	3 757,5	+0,5	3 758,0

⁽¹⁾ Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1,3362

⁽²⁾ Écarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1,3362 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion négatif de la maison-mère de 21,4 millions de dollars US classés en autres réserves.

	Comptes consolidés historiques 31/12/09 en euros	Comptes consolidés historiques 31/12/09 convertis en dollar US ⁽¹⁾	Retraitements ⁽²⁾	Comptes consolidés 31/12/09 retraités en dollar US
Capital, primes, réserves et autres	2 885,5	4 156,9	(337,6)	3 819,3
Écarts de conversion	(224,2)	(323,0)	+337,2	14,2
Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas	2 661,3	3 833,9	(0,4)	3 833,5

⁽¹⁾ Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1,4406

⁽²⁾ Écarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1,4406 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion négatif de la maison-mère de 19,3 millions de dollars US classés en autres réserves.

Pour établir les états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Le tableau suivant récapitule les hypothèses déterminantes pour les jugements et estimations présents dans les comptes de CGG :

Note	Jugements et estimations	Hypothèses clés
Note 2	Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Note 3	Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Notes 7 et 8	Évaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Note 10	Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études Durée d'utilité des études multi-clients
Note 10	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Note 11	Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique Taux d'actualisation (WACC)
Note 16	Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation Rendement attendu des actifs du régime
Note 16	Provisions pour risques, charges et litiges	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
Note 19	Reconnaissance du revenu	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Note 20	Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Note 24	Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

Principaux principes comptables

Les principaux principes comptables appliqués par le Groupe sont décrits de manière détaillée ci-dessous. Les principes comptables influent de manière importante sur la constitution des états financiers et des soldes de gestion du Groupe. Dès lors que la mise en œuvre de certains de ces principes relève pour partie d'une appréciation, leur application peut comprendre un degré d'incertitude.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

^ amendement d'IFRS 7 « Informations à fournir : transferts d'actifs financiers », adopté par l'Union européenne en novembre 2011 et applicable au 1^{er} janvier 2012.

^ amendement d'IAS 12 « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » ;

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers présentés.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

^ amendement d'IAS 1 « Présentation des états financiers — présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) » ;

^ amendement d'IAS 19 « Avantages du personnel » ;

^ amendement d'IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » ;

^ amendement d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;

^ amendement d'IAS 32 et IFRS 7 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ».

^ IFRS 10 « États financiers consolidés » ;

^ IFRS 11 « Partenariats » ;

^ IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;

^ IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » ;

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2012 :

^ IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;

^ Améliorations annuelles (2009-2011).

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés. Aucun impact significatif n'a été anticipé, à l'acceptation de l'amendement d'IAS19 « Avantages du personnel » (voir note 16).

Dans les états financiers présentés, l'application des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne ne diffère pas de l'application des normes et interprétations telles que publiées par l'IASB.

1. Méthodes de consolidation

Nos états financiers incluent CGGVeritas SA et toutes ses filiales.

Méthode de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2010

Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date à laquelle le contrôle de la filiale est obtenu. Elles sont consolidées tant que le contrôle perdure. Les états financiers des filiales sont établis à la même date que la société mère et selon des méthodes comptables uniformes. Les soldes, les transactions, les produits et les charges intragroupes sont intégralement éliminés.

Le résultat global total est attribué aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle. Les modifications de la part d'intérêt d'une société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

En cas de perte du contrôle d'une filiale, nous :

- (a) décomptabilisons les actifs (y compris tout écart d'acquisition éventuel) et les passifs de la filiale à leur valeur comptable à la date de la perte du contrôle ;
- (b) décomptabilisons la valeur comptable de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'ancienne filiale à la date de la perte de contrôle (y compris tous les autres éléments du résultat global qui lui sont attribuables) ;
- (c) comptabilisons :
 - (i) la juste valeur de la contrepartie éventuellement reçue au titre de la transaction, de l'événement ou des circonstances qui ont abouti à la perte de contrôle, et
 - (ii) si la transaction qui a abouti à la perte de contrôle implique une distribution de parts de la filiale à des propriétaires agissant en cette qualité, cette distribution ;
- (d) comptabilisons toute participation conservée dans l'ancienne filiale à sa juste valeur à la date de perte de contrôle ;
- (e) reclassons en résultat, ou transférons directement en résultats non distribués, la part de la société mère dans les autres éléments du résultat global ;
- (f) comptabilisons toute différence qui en résulte au titre de profit ou de perte en résultat attribuable à la société mère.

Nous utilisons la méthode de comptabilisation par mise en équivalence pour les filiales dans lesquelles nous avons une influence notable sur les décisions de politique financière et opérationnelle.

Le Groupe possède des participations dans des joint-ventures, c'est-à-dire des sociétés sous contrôle commun, dans lesquelles le contrôle économique est partagé en vertu d'un accord contractuel. Les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent alors le consentement unanime des partenaires. Nous comptabilisons les joint-ventures au travers de la méthode de mise en équivalence.

Méthode de consolidation avant le 1^{er} janvier 2010

Certaines des méthodes mentionnées ci-dessus étaient appliquées précédemment par le Groupe. Cependant, les différences suivantes peuvent apparaître dans les consolidations effectuées avant le 1^{er} janvier 2010 :

- ^ l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle, avant le 1^{er} janvier 2010, était comptabilisée en utilisant la *parent entity extension method*, par laquelle la différence entre la contrepartie transférée et la valeur comptable de la part des actifs nets acquis était comptabilisée en écart d'acquisition ;
- ^ la cession de participation ne donnant pas le contrôle, avant le 1^{er} janvier 2010, était également comptabilisée en utilisant la *parent entity extension method*, par laquelle la différence entre la contrepartie transférée et la valeur comptable des actifs nets cédés était comptabilisée au travers du compte de résultat ;
- ^ lors de la perte du contrôle, l'investissement conservé dans l'entreprise associée était comptabilisé au prorata de la valeur de l'actif net à la date de la perte de contrôle. La valeur comptable de tels investissements n'a pas été réévaluée au 1^{er} janvier 2010.

Toutes les transactions et comptes réciproques entre sociétés intégrées globalement sont éliminés en consolidation.

Les comptes consolidés sont établis en euros.

2. Conversion des états financiers de certaines filiales françaises et des filiales étrangères et des opérations en devises

Les comptes des filiales du Groupe sont tenus dans leur monnaie locale, à l'exception des comptes des filiales pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est différente. Pour ces filiales, les comptes sont tenus dans la principale monnaie de l'environnement économique dans lequel ces sociétés opèrent. Les écarts d'acquisition des filiales sont comptabilisés dans leur devise fonctionnelle.

Les bilans des sociétés dont la monnaie n'est pas le dollar US sont convertis en dollars US au cours de change de clôture et les comptes de résultat au taux moyen de l'année. Les différences de conversion qui en résultent sont enregistrées en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Pour les sociétés étrangères mises en équivalence, l'incidence des variations de change sur l'actif net est inscrite directement en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Les opérations en devises sont converties au cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires comptabilisés en devises étrangères sont revalorisés au cours de clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents qui en résultent sont enregistrés directement en compte de résultat.

3. Regroupements d'entreprises

Regroupement d'entreprises après le 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Les coûts d'acquisition sont mesurés comme la somme de la juste valeur des actifs identifiables acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle. Pour chaque regroupement d'entreprise, nous évaluons toute participation ne donnant pas le contrôle détenue dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur, soit pour la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise à laquelle donnent droit ces titres représentant des droits de propriété actuels. Les coûts connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges sur les périodes durant lesquelles ils sont encourus.

Lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, nous réévaluons la participation détenue précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisons l'éventuel profit ou perte en résultat. Nous comptabilisons toute contrepartie éventuelle à sa juste valeur à la date de l'acquisition comme faisant partie de la contrepartie transférée en échange de l'entreprise acquise. Nous comptabilisons les changements de juste valeur de contreparties éventuelles classées comme un actif ou un passif comme des instruments financiers qui relèvent du champ d'application d'IAS 39 ; ainsi, pour tout profit ou perte en résultant est comptabilisé soit en résultat, soit en autres éléments du résultat global. Si la contrepartie éventuelle est classée en capitaux propres, celle-ci n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

L'écart d'acquisition à la date d'acquisition est évalué comme l'excédent du total de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle par rapport au solde net des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur du solde des actifs identifiables acquis et des passifs repris, la différence est constatée en résultat. Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est égal à sa valeur initiale minorée des pertes de valeurs cumulées constatées au cours des différents exercices. Afin d'effectuer des tests de perte de valeur, l'écart d'acquisition comptabilisé après un regroupement d'entreprise est alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités. Si l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et si le Groupe se sépare d'une activité incluse dans cette unité, l'écart d'acquisition lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de la cession et est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

Regroupement d'entreprises avant le 1^{er} janvier 2010

Avant le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises étaient comptabilisés de la façon suivante :

- ^ Les coûts de transaction directement attribuables faisaient partie des coûts du regroupement d'entreprise. Les participations ne donnant pas le contrôle (précédemment appelées « intérêts minoritaires ») étaient calculées sur la base de leur quote-part de juste valeur des actifs et des passifs de l'entreprise acquise.
- ^ Les regroupements d'entreprises réalisés par étapes étaient comptabilisés en traitant séparément chaque transaction. Le coût de la transaction et les informations sur la juste valeur à la date de chaque transaction d'échange étaient utilisés pour déterminer le montant de l'écart d'acquisition associé à cette transaction.
- ^ Des ajustements ultérieurs du coût de regroupement d'entreprises dépendants d'événements futurs étaient comptabilisés si un accord existait, si les événements relatifs à cet ajustement étaient probables et si leurs montants pouvaient être déterminés de façon fiable. Les ajustements ainsi comptabilisés modifiaient la valeur des écarts d'acquisition comptabilisés lors du regroupement d'entreprise.
- ^ Dans le contexte d'un regroupement d'entreprises où il subsistait des participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'une offre publique obligatoire, et où il pouvait être considéré qu'une option de vente des titres (*put*) ait été accordée aux participations ne donnant pas le contrôle, l'option de vente était reconnue en dettes financières à sa juste valeur.

4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

Études multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés, ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librarie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — D'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — D'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

Après-ventes sur des contrats multiblocs — Le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

Études exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

Vente de matériel

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Vente de logiciels et de matériel informatique

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

Autres prestations géophysiques

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

Programmes de fidélisation des clients

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

5. Coût de l'endettement financier net

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, indépendamment de l'utilisation qui est faite des fonds empruntés.

Les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés dont la construction a commencé après le 1^{er} janvier 2009 sont capitalisés.

6. Impôt sur les bénéfices et impôt différé

L'impôt sur les bénéfices inclut toutes les taxes assises sur les profits taxables.

Un impôt différé est constaté sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est jugé suffisamment probable.

Un impôt différé passif est également constaté sur les immobilisations incorporelles valorisées lors de regroupement d'entreprises (actifs technologiques, relations clientèles).

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

7. Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- ^ installations techniques, matériel et outillage : 3 à 10 ans ;
- ^ véhicules : 3 à 5 ans ;
- ^ navires sismiques : 12 à 30 ans ;
- ^ bâtiments industriels : 20 ans ;
- ^ bâtiments administratifs et commerciaux : 20 à 40 ans.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Contrats de location

Les biens financés par un contrat de location-financement ou de location de longue durée, qui en substance transfère tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur un solde restant dû au passif. Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges d'exploitation jusqu'à l'échéance du contrat.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est déterminé conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » pour les acquisitions réalisées après le 1^{er} janvier 2010. L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an à la date de clôture.

Avant le 1^{er} janvier 2010, l'écart d'acquisition était comptabilisé selon IFRS 3.

Études multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-clients (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librarie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendantes).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes. Ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83,3 % qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- ^ le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- ^ la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- ^ les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- ^ il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels correspondent principalement aux fichiers clients, à la technologie et aux marques commerciales acquis lors de regroupements d'entreprises. Les fichiers clients sont généralement amortis sur des périodes de 10 à 20 ans et la technologie sur des périodes de 5 à 10 ans.

Perte de valeur

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les valeurs nettes comptables des actifs du Groupe, à l'exception des stocks, des impôts différés actifs, des actifs relatifs aux régimes de retraite et des actifs financiers, font l'objet d'une revue afin d'identifier le risque de perte de valeur. Lorsqu'une telle indication existe, leur valeur recouvrable doit être déterminée. Les facteurs considérés comme importants et pouvant conduire à une revue de perte de valeur sont :

- ^ sous-performance significative par rapport aux résultats attendus fondés sur des données historiques ou estimées ;
- ^ changement significatif relatif à l'utilisation des actifs acquis ou à la stratégie menée pour l'ensemble des activités ;
- ^ tendance significativement à la baisse de l'industrie ou de l'économie.

La valeur recouvrable d'une immobilisation corporelle ou incorporelle est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition, les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles sont affectés à des unités génératrices de trésorerie dont la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture.

La valeur d'utilité est généralement déterminée en fonction d'une estimation par le Groupe des flux de trésorerie futurs attendus des actifs ou des unités génératrices de trésorerie évalués, ces flux étant actualisés avec le coût moyen pondéré du capital (CMPC) annuellement retenu par le Groupe pour chaque secteur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur nette comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Pour un actif non autonome, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie auquel l'actif est rattaché.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat et viennent, dans le cas d'un groupe d'actifs non autonomes affecté à une unité génératrice de trésorerie, réduire en premier lieu la valeur nette comptable des écarts d'acquisition affectés à l'unité génératrice de trésorerie, puis les valeurs nettes comptables des actifs au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur comptabilisée au cours de périodes antérieures pour un actif autre qu'un écart d'acquisition doit être reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.

La valeur comptable d'un actif, autre qu'un écart d'acquisition, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours d'exercices antérieurs. Une reprise de perte de valeur d'un actif autre qu'un écart d'acquisition doit être immédiatement comptabilisée au compte de résultat, sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas celle-ci doit être traitée comme une réévaluation positive.

Une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs classés en actifs détenus en vue de la vente correspondent à des actifs non courants dont la valeur comptable sera recouvrée par une cession plutôt que par son utilisation dans le cadre de l'exploitation. Les actifs détenus en vue de la vente sont valorisés au plus bas de leur coût historique et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente.

8. Participations et autres immobilisations financières

Les participations et autres immobilisations financières comprennent des titres de participation dans des sociétés non consolidées et des prêts et créances.

Participations dans les entreprises mises en équivalence

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût, et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. L'écart d'acquisition qui fait partie de la valeur comptable d'une participation dans une entreprise associée n'est pas comptabilisé individuellement et n'est pas soumis au test de dépréciation séparément.

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation selon IAS 36 en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable à sa valeur comptable.

À la fin de chaque période de reporting, le Groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation de ses participations dans les entreprises mises en équivalence. Dans ce cas, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable des participations. La perte de valeur éventuelle est comptabilisée dans la ligne « résultat net des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat.

Lors de la perte d'une influence notable, le Groupe évalue à la juste valeur tout investissement qu'il conserve dans l'ancienne entreprise associée. Toute différence entre la valeur nette comptable de la participation dans l'entreprise associée au moment de la perte d'influence notable et la juste valeur de l'investissement conservé et les produits de vente est reconnue au compte de résultat.

Titres de participation dans des sociétés non consolidées

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse à la date de clôture. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres, sauf en cas de perte de valeur jugée définitive. Les gains ou pertes issus de la cession de titres non consolidés disponibles à la vente ayant fait l'objet d'une dépréciation ne sont pas comptabilisés au compte de résultat.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti.

Dépréciation

À la fin de chaque période de *reporting*, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

En cas d'indication objective de dépréciation d'un actif financier (par exemple en cas de baisse sévère ou durable de la valeur de cet actif), une perte de valeur non réversible est enregistrée.

Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque :

- les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou
- lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ou lorsque le groupe a l'obligation de remettre sans délai significatif tout flux de trésorerie qu'elle recouvre pour le compte des bénéficiaires finaux ; et soit (a) le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, soit (b) le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier mais a transféré le contrôle de l'actif financier.

Lorsque les droits sur les flux de trésorerie liés à cet actif financier sont transférés, le Groupe évalue dans quelle mesure il conserve les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier.

Si le Groupe ne transfère pas, mais ne conserve pas non plus, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif transféré, et conserve le contrôle de l'actif transféré, il continue à comptabiliser l'actif transféré à hauteur de son implication continue. Dans ce cas, le Groupe comptabilise également un passif associé. L'actif transféré et le passif associé sont évalués sur une base reflétant les droits et obligations conservés par le Groupe.

Quand l'implication continue du Groupe prend la forme d'une garantie de l'actif transféré, la mesure de l'implication continue est déterminée comme suit : le plus faible des montants entre la valeur comptable de cet actif et le montant maximal de la contrepartie reçue que le Groupe pourra être tenu de rembourser.

9. Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

10. Stocks et encours de production

Les stocks et encours de production sont évalués au plus bas du coût de revient (y compris coûts indirects de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré pour le secteur des Équipements et selon la méthode FIFO (*First in, First out*) pour le secteur des Services.

11. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques dont le montant peut être évalué de manière fiable.

Provisions pour contrats déficitaires

Les contrats déficitaires (ou dits « onéreux ») font l'objet d'une provision correspondant aux coûts inévitables engagés et restant à engager pour la réalisation du contrat, qui ne seront pas couverts par les revenus liés à ce contrat et estimés par le Groupe.

Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

Régimes à cotisations définies : le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues, et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : les provisions sont déterminées suivant la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (*projected unit credit method*), qui prévoit que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Le Groupe comptabilise les gains et pertes actuariels relatifs aux régimes à prestations définies en capitaux propres.

12. Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées :

^ à l'émission, à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des frais d'émission et/ou des primes d'émission ;

^ puis au coût amorti, correspondant à la juste valeur à laquelle est initialement comptabilisé le passif financier, diminuée des remboursements en principal et majorée ou minorée du cumul de l'amortissement, de toute différence entre cette juste valeur initialement comptabilisée et le montant à l'échéance ; l'amortissement des différences entre la juste valeur initialement comptabilisée et le montant à l'échéance se fait selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

13. Emprunts convertibles

Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.

Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.

La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.

La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

14. Instruments financiers dérivés

Afin de limiter son exposition aux risques de change liés à des activités libellées dans des monnaies différentes de la monnaie principale de l'environnement économique, le Groupe a recours à des instruments financiers. Conformément à sa politique de couverture, le Groupe n'utilise pas d'instruments de couverture à des fins spéculatives. Cependant, certains de ces dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont traités comme des instruments spéculatifs et donc comptabilisés en « autres charges et produits financiers ».

Les écarts de change sur les instruments financiers libellés en devises correspondant à la partie efficace d'une couverture d'investissement net dans une filiale étrangère sont inscrits dans les capitaux propres au poste « écart de conversion cumulé », la partie inefficace étant comptabilisée en compte de résultat. La valeur cumulée des écarts de change enregistrés directement en capitaux propres sera comptabilisée en compte de résultat lors de la cession ou de la perte de l'investissement net.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments éligibles à la couverture de flux futurs sont comptabilisées directement dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture au poste « résultats enregistrés directement en capitaux propres ». La partie inefficace est enregistrée en « autres charges et produits financiers ». Les montants comptabilisés directement en capitaux propres sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte prévue affecte le résultat. Si la transaction prévue ne se réalise pas, les montants précédemment reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en compte de résultat.

Les variations de juste valeur des instruments non éligibles à la couverture sont enregistrées en compte de résultat.

15. Tableau de flux de trésorerie

Les flux de trésorerie de la période présentés dans le tableau de flux de trésorerie sont classés en trois catégories : opérations d'exploitation, d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation

Les opérations d'exploitation correspondent aux principales activités génératrices de revenus pour l'entité ainsi qu'à celles qui n'appartiennent pas aux activités d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie généré par les opérations d'investissement

Les opérations d'investissement correspondent aux actifs à long terme ainsi qu'aux autres investissements non compris dans les équivalents de trésorerie. Lors de l'acquisition d'une filiale, un poste unique, égal au montant versé net des disponibilités ou équivalents de trésorerie détenus par la filiale au moment de l'acquisition, permet de constater la sortie de trésorerie liée à l'investissement.

Les investissements en études multi-clients sont présentés nets des dotations aux amortissements capitalisés dans les études multi-clients, reflétant les sorties de trésorerie effectives. Ces dotations aux amortissements sont également retraités au niveau des opérations d'exploitation.

Flux de trésorerie généré par les opérations de financement

Les opérations de financement concernent les opérations entraînant des variations sur les capitaux propres et les emprunts effectués par l'entité. Elles incluent les charges financières décaissées.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie dans le bilan consolidé comprennent des dépôts bancaires ainsi que de la monnaie fiduciaire et des placements à court terme ayant une maturité inférieure à trois mois.

16. Options de souscription ou d'achat d'actions

Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuée est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée en coût du personnel (avec une contrepartie reconnue en capitaux propres) suivant le mode d'acquisition des droits sur la période allant de la date d'octroi à la date de fin d'acquisition des droits. La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle mathématique de Black-Scholes.

17. Subventions

Les subventions publiques, y compris les subventions non monétaires évaluées à la juste valeur, ne sont pas comptabilisées tant qu'il n'existe pas une assurance raisonnable que l'entreprise se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues.

Les subventions publiques sont comptabilisées en produits sur les exercices nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser. Elles sont présentées en déduction des charges auxquelles elles sont liées dans le poste « coûts nets de recherche et de développement ».

Les subventions remboursables sont présentées au bilan en autres dettes non courantes.

18. Résultat par action

Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe (ajusté des montants après impôt, des dividendes préférentiels, des écarts résultants du règlement des actions préférentielles et d'autres effets similaires d'actions préférentielles classées en capitaux propres) par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation durant l'année plus le nombre moyen pondéré des actions ordinaires qui seraient émises suite à la conversion des obligations convertibles, l'exercice des options en circulation ainsi que des actions gratuites sous condition de performance.

NOTE 2 ACQUISITIONS ET CESSIONS

Au cours de l'exercice 2012

Geophysical Research Company

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company LLC ("GRC"). Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière. Le prix d'acquisition s'élève à 66 millions de dollars US, y compris un « earn-out » de 17 millions de dollars US. Un écart d'acquisition définitif de 23 millions de dollars US a été enregistré.

GRC est consolidée par intégration globale dans les états financiers du groupe depuis le 17 janvier 2012.

PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited

Le 27 mars 2012, le Groupe a apporté à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited un navire sismique 3D de haute capacité, l'*Amadeus* et PTSC un navire sismique 2D, *Binh Minh II*. Cette joint-venture, détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGG, est mise en équivalence depuis cette date.

Division Geoscience de Fugro

Le 24 septembre 2012, le Groupe a conclu avec Fugro N.V. (« Fugro »), un contrat d'acquisition aux fins d'acquérir la majeure partie de sa Division Geoscience, soit les activités de :

- Fugro Geoteam (spécialisé dans l'acquisition de données sismiques en mer au moyen de câbles *streamers*) ;
- Fugro Seismic Imaging (spécialisé dans le traitement de données sismiques) ;
- Fugro Geophysical and Geological Services (spécialisé dans les services d'exploration géographique) ;
- De Regt Marine Cables (spécialisé dans les câbles haut de gamme et les câbles ombilicaux) ;
- ainsi que tous les actifs et entités qui y sont rattachés (ensemble de la Division Geoscience), hors librairie multi-clients et activité de capteurs marin unitaires (Ocean Bottom Nodes « OBN »).

Conformément aux stipulations du contrat d'acquisition, les parties sont également convenues de mettre en place des partenariats stratégiques notamment :

- Une joint-venture entre le groupe CGG et Fugro, « JV Seabed Geosolutions B.V. », à laquelle Fugro apporterait ses activités d'acquisition sismiques à l'aide de capteurs unitaires OBN et le groupe CGG ses activités en eaux peu profondes, ses activités d'acquisition sismiques en fonds marins réalisées à l'aide de câble (ocean button cable « OBC ») ainsi que ses capteurs unitaires OBN (« la Joint-Venture Seabed ») ;
- Des accords commerciaux incluant (i) un contrat de vente et de commercialisation non-exclusif relatif à la librairie multi-clients de Fugro, (ii) un contrat de coopération technique et commercial conférant un statut réciproques de fournisseur privilégié à chacune des parties et (iii) un contrat de services de transition (les Accords commerciaux).

Le prix d'acquisition s'élève à 1,2 milliard d'euros, sous réserve d'ajustements ultérieurs usuels (en particulier liés au niveau du fonds de roulement de la Division Geoscience). L'Acquisition était soumise à la levée de conditions suspensives usuelles, notamment l'obtention des autorisations des autorités de la concurrence. L'acquisition a été définitivement réalisée le 31 janvier 2013, sauf toutefois, pour l'activité aéroportée et certains actifs non significatifs, qui seront intégrés ultérieurement lorsque tous les permis d'exploitation et les autorisations administratives auront été reçus.

Après prise en compte, en date de clôture, des variations du fond de roulement de l'activité de Fugro Geoscience et du montant dû par Fugro pour atteindre 60% de participation dans la Joint-Venture Seabed, le coût cash de la transaction s'est élevé à 975 millions d'euros.

L'opération a été financée par les produits nets de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de 414 millions d'euros réalisée en octobre 2012 (voir note 15), les produits nets de l'émission d'obligations convertibles de 360 millions d'euros réalisée en novembre 2012 (voir Note 13) et par un prêt vendeur consenti par Fugro pour permettre la finalisation rapide de l'accord et s'élevant à 125 millions d'euros à la date de clôture pour être ensuite étendu à 225 millions d'euros lorsque l'activité aéroportée aura effectivement été cédée.

Au 31 décembre 2012, conformément au contrat d'acquisition, il a été procédé au reclassement en « Actifs détenus en vue de la vente » des actifs destinés à être apportés à la Joint-Venture Seabed Geosolutions B.V. pour un montant global de 76,4 millions de dollars US. L'écart d'acquisition (goodwill) lié aux activités sismiques en eaux peu profondes et activités OBC a également été reclassé en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 300 millions de dollars US (voir note 5).

A la date d'arrêté des comptes, les informations financières (comptes détournés ou « carve-out ») relatives au périmètre acquis de la division Geoscience de Fugro (hors librairie multi-client) pour 2012 ne sont pas disponibles. A titre illustratif, et tels que présentés dans les comptes consolidés pro forma inclus dans le Prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers du 25 septembre 2012 relatif à l'augmentation de capital, les chiffres d'affaires de la division Geoscience de Fugro (hors librairie multi-client) acquise s'élevaient à 1 047 millions de dollars pour l'exercice 2011 et à 493 millions de dollars pour les 6 mois de 2012. Les résultats d'exploitation s'élevaient à 20 millions de dollars pour l'exercice 2011 et à 37 millions de dollars pour les 6 mois de 2012.

L'allocation du prix d'acquisition à la date du 30 juin 2012 faisait apparaître un écart d'acquisition préalable de 669 millions de dollars US.

Spectrum ASA

Au cours de l'année 2012, à travers deux transactions datées respectivement du 27 Avril et du 24 Septembre, le Groupe a cédé 18,82% de ses parts dans la société Spectrum ASA. La plus-value résultante de cette cession s'élève à 15 millions de dollars US. Au 31 décembre 2012, le Groupe détenait 10,14% de la société Spectrum ASA. Spectrum ASA est mise en équivalence dans les états financiers du Groupe, dans la mesure où le Groupe disposait d'un siège au Conseil d'Administration de la société.

Au cours de l'exercice 2011

Norfield AS

Le 13 janvier 2011, l'opération d'échange d'actifs entre certaines de nos filiales et le groupe norvégien Norfield a été réalisée. Nous détenons 100 % du capital de la société Voyager AS, renommée « Exploration Vessel Resources II AS », propriétaire du navire sismique *Geowave Voyager*, et avons cédé le navire sismique *Venturer* au groupe Norfield (voir note 5). À l'issue de cette opération, le Groupe n'est plus actionnaire de Norfield AS. La société Exploration Vessel Resources II AS est consolidée par intégration globale depuis le 13 janvier 2011.

La plus-value résultant de la cession d'actifs dans le cadre de cette opération s'élevait à 10,9 millions de dollars US, et est présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

À la date de son acquisition, la société Exploration Vessel Resources II AS a signé une convention de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US faisant l'objet d'une garantie émise en faveur des banques, et devant respecter des ratios financiers similaires à ceux du crédit senior *Term Loan B*.

Petrodata Consulting LLC

Le 17 mars 2011, le Groupe a acquis pour un montant de 2,5 millions de dollars US la société Petrodata Consulting LLC, une société basée à Moscou, fournissant des études statiques et dynamiques de modélisation des réservoirs, des estimations de réserve et de risque, ainsi que le développement de services à l'international pour l'industrie du gaz et du pétrole. Le Groupe détient 100 % du capital de la société Petrodata Consulting LLC, consolidée par intégration globale.

PT Elnusa-CGGVeritas Seismic

Un accord a été signé le 7 avril 2011 avec PT Elnusa Tbk (Elnusa) pour la création d'une joint-venture en Indonésie, nommée « PT Elnusa-CGGVeritas Seismic ». Cette joint-venture fournit des services d'acquisition sismique marine 2D et 3D aux compagnies pétrolières et gazières intervenant en Indonésie et a opéré le premier navire sismique sous pavillon indonésien, le *Pacific Finder*.

PT Elnusa-CGGVeritas Seismic, sous contrôle commun, est détenue à hauteur de 51% par Elnusa et 49% par le Groupe et est mise en équivalence depuis le 5 juillet 2011.

PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited

Un accord a été signé le 19 avril 2011 avec PetroVietnam Technical Services Corporation (PTSC) pour la création d'une joint-venture, nommée « PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited ». Cette joint-venture fournit des services d'acquisition sismique marine 2D et 3D aux compagnies pétrolières et gazières opérant au Vietnam et dans la région.

CGGVeritas Eidsvik Ship Management AS

Un accord a été signé le 27 juin 2011 avec l'armateur norvégien Eidsvik Offshore en vue de la création d'une joint-venture pour la gestion maritime de dix navires 3D de haute capacité, y compris les deux nouveaux bateaux X-BOW, l'*Oceanic Vega* et l'*Oceanic Sirius*.

Cette joint-venture, nommée « CGGVeritas Eidsvik Ship Management AS », détenue à hauteur de 51 % par Eidsvik et 49 % par le Groupe, est mise en équivalence depuis le 27 juin 2011.

Spectrum ASA

Le 28 juillet 2011, un contrat stratégique a été signé avec Spectrum ASA, une société norvégienne spécialisée dans le domaine des études multi-clients. Au terme de cet accord, le Groupe a apporté à Spectrum ASA la majorité de sa librairie multi-clients 2D en contrepartie d'une rémunération en actions et en numéraire. Cette opération a été finalisée le 15 septembre 2011, date à laquelle le Groupe est devenu actionnaire de Spectrum ASA à hauteur de 25 %. Cette opération a permis au Groupe de réaliser une plus-value de 18,8 millions de dollars présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (note 21).

Le 3 octobre 2011, Spectrum ASA a procédé à l'émission d'obligations convertibles en actions pour un montant global de 13,6 millions de dollars US (77 millions de couronnes norvégiennes). Les conditions d'émission de cet emprunt obligataire sont décrites dans le prospectus émis par Spectrum ASA le 14 septembre 2011. Dans ce cadre, 27 682 970 obligations convertibles en actions, correspondant à un montant de 4,9 millions de dollars US (27,7 millions de couronnes norvégiennes), nous ont été allouées. Le Groupe a procédé à la conversion de ces obligations au 30 décembre 2011 et a reçu en contrepartie 1 977 355 nouvelles actions de Spectrum ASA.

Au 31 décembre 2011, le Groupe détenait 10 840 181 actions, soit 29 % du capital de la société Spectrum ASA. L'investissement réalisé s'élevait à 26,7 millions de dollars US (voir note 8). Cette société est mise en équivalence depuis le 15 septembre 2011.

Cybernetix

En 2011, le Groupe a vendu la totalité de ses actions Cybernetix. Cette entité est sortie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2011. La plus-value résultant de cette cession s'élevait à 4,2 millions de dollars US, et est présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

Navires sismiques

Le 3 octobre 2011, Le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Sirius*. La Société Oceanic Seismic Vessel AS, propriétaire du navire, est mise en équivalence depuis cette date.

Au cours de l'exercice 2010

Norfield AS

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique Voyager en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Compte tenu de cet accord, 79,5 millions de dollars US d'actifs à transférer à Norfield AS ont été classés en « actifs détenus en vue de la vente » dans le bilan au 31 décembre 2010 (voir aussi notes 21 et 30).

Gardline

Le 2 juillet 2010, CGGVeritas Holding BV a signé un protocole d'association avec Gardline Geosurvey Limited pour incorporer une nouvelle compagnie à Singapour, Gardline CGGV Pte Ltd., pour exploiter le navire sismique Duke dans l'océan Indien. CGG détient 49 % des actions de Gardline CGGV Pte. Ltd., qui est mise en équivalence.

Xian Sercel Petroleum Exploration Instrument Co. Ltd. ("Xian Sercel")

Le 4 novembre 2010, Hebei Sercel-Junfeng Geophysical Prospecting Equipment Co. Ltd. a acquis la totalité des titres de la société Xian Sercel par contribution des titres précédemment détenus par Sercel Holding et BGP. Avant cette transaction, Xian Sercel était consolidée par mise en équivalence. Depuis cette date, Xian Sercel est consolidée par intégration globale.

NOTE 3 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

L'analyse des créances clients par échéance est la suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Clients et comptes rattachés, bruts — part court terme	600,4	679,4	662,3
Provision pour créances douteuses — part court terme	(23,8)	(22,5)	(22,8)
Clients et comptes rattachés, nets — part court terme	576,6	656,9	639,5
Clients et comptes rattachés, bruts — part à plus d'un an	9,6	1,8	7,3
Provision pour créances douteuses — part à plus d'un an	(0,5)	(1,4)	(1,6)
Clients et comptes rattachés, nets — part à plus d'un an	9,1	0,4	5,7
Créances à l'avancement non facturées	303,0	218,7	283,3
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	888,7	876,0	928,5

Les clients de l'activité Services géophysiques sont généralement d'importantes compagnies pétrolières nationales et internationales, ce qui réduit le risque potentiel de crédit. En ce qui concerne l'activité Équipements géophysiques, une grande partie des ventes fait l'objet de lettres de crédit irrévocables.

Le Groupe constate une dépréciation des créances douteuses, déterminée en fonction du risque de défaillance de certains clients, des tendances historiques ainsi que d'autres facteurs. Les pertes sur créances irrécouvrables ne sont pas significatives pour les périodes présentées. Les provisions pour créances douteuses concernent exclusivement les créances échues au 31 décembre 2012.

Les créances à l'avancement non facturées représentent le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode à l'avancement sur des contrats pour lesquels la facturation n'a pas été présentée au client. Ces créances sont généralement facturées dans les 30 à 60 jours qui suivent le début des travaux.

Les créances à plus d'un an sont relatives au secteur Equipements au 31 décembre 2012, 2011, et 2010.

Au 31 décembre 2012, l'analyse de la balance âgée des clients et comptes rattachés s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Non échus	< 30 jours	30-60 jours	60-90 jours	90-120 jours	> 120 jours	Total
2012 Clients et comptes rattachés — nets	340,8	103,4	16,8	42,3	13,1	69,3	585,7
2011 Clients et comptes rattachés — nets	374,3	131,5	35,2	39,5	21,0	55,8	657,3
2010 Clients et comptes rattachés — nets	432,4	104,5	31,1	16,0	19,6	41,6	645,2

Au 31 décembre 2012, le Groupe a reclassé 11 millions de dollars US de créances devant être apportés à la JV Seabed Geosolutions B.V. en « Actifs détenus en vue de la vente ».

Contrats d'affacturage

Le Groupe a conclu des contrats d'affacturage durant l'année avec divers établissements bancaires. Au 31 décembre 2012, le montant total des créances commerciales transférées s'élève à 68,2 millions de dollars US. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-

paiement pour une période de 30 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées. En conséquence, le Groupe n'a constaté que des montants non significatifs correspondant à son implication continue. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

NOTE 4 STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

Le détail des comptes de stocks et travaux en cours s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	31 décembre 2012			31 décembre 2011 (retraité)			31 décembre 2010 (retraité)		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Services géophysiques									
Matières et pièces détachées	48,1	(1,2)	46,9	47,9	(1,2)	46,7	47,3	(0,8)	46,5
Travaux en cours	18,1	—	18,1	11,6	—	11,6	27,5	—	27,5
Équipements géophysiques									
Matières premières et produits intermédiaires	108,7	(14,5)	94,2	92,4	(14,0)	78,4	106,8	(12,2)	94,6
Travaux en cours	194,1	(11,7)	182,4	168,3	(11,6)	156,7	110,2	(10,7)	99,5
Produits finis	87,5	(9,9)	77,6	73,7	(5,6)	68,1	89,8	(4,5)	85,3
STOCKS ET TRAVAUX EN COURS	456,5	(37,3)	419,2	393,9	(32,4)	361,5	381,6	(28,2)	353,4

Le poste « travaux en cours » pour les Services géophysiques correspond aux coûts relatifs aux transits des navires sismiques, qui sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

La variation des comptes de stocks et de travaux en cours s'établit de la manière suivante :

Variation de la période

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Solde en début de période	361,5	353,4	322,4
Variations	49,2	19,8	31,1
Dotation nette de reprise aux provisions pour dépréciation	(2,5)	(6,8)	4,5
Variations de périmètre	6,0	—	2,4
Effets de change	6,4	(5,9)	(11,8)
Autres	(1,4)	1,0	4,8
Solde en fin de période	419,2	361,5	353,4

Les dotations nettes de reprises aux provisions pour dépréciation des travaux en cours sont présentées dans le compte de résultat consolidé en « Coût des ventes ».

Au 31 décembre 2012, des stocks d'une valeur de 2 millions de dollars US destinés à être apportés à la JV Seabed Geosolutions B.V. ont été reclassés en « Actifs détenus à la vente ».

NOTE 5 AUTRES ACTIFS COURANTS ET ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le détail des autres actifs courants s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Créances d'impôt et sociales	44,3	51,0	51,2
Juste valeur des instruments financiers (voir note 14)	3,0	3,5	1,6
Autres créances diverses ^(a)	27,3	37,0	31,9
Acomptes fournisseurs	39,2	39,0	30,7
Charges constatées d'avance ^(b)	25,8	26,5	46,4
AUTRES ACTIFS COURANTS	139,6	157,0	161,8

(a) Inclus 6,6 millions de dollars de disponibilités bloquées en 2012.

(b) Correspondent essentiellement aux loyers payés d'avance, affrètement des navires.

Actifs détenus en vue de la vente

Le détail des actifs détenus en vue de la vente s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Site de Massy, terrain et constructions	10,7	10,7	10,7
Navires sismiques	6,8	48,3	6,8
Actifs nets liés à l'accord Norfield AS	—	—	79,5
Actifs nets liés à l'accord FUGRO	376,4	—	—
Équipements sismiques	—	5,5	—
ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	393,9	64,5	97,0

Au 31 décembre 2012, conformément au contrat d'acquisition signé avec Fugro NV, il a été procédé au reclassement en « Actifs détenus en vue de la vente » des actifs destinés à être apportés à la Joint-Venture Seabed Geosolutions B.V. pour un montant global de 76,4 millions de dollars US. L'écart d'acquisition lié aux activités sismiques en eaux peu profondes et activités OBC a également été reclassé en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 300 millions de dollars US (voir note 2).

Le 27 mars 2012, le Groupe a apporté à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited un navire sismique 3D de haute capacité, l'*Amadeus*, classé en tant qu'actif détenu en vue de la vente au 31 décembre 2011 (voir note 2).

NOTE 6 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS COURANTS

Le détail des dépréciations d'actifs s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2012					
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	Solde à la clôture
Clients et comptes rattachés	23,9	4,0	(3,8)	—	0,2	24,3
Stocks et en cours	32,4	6,9	(4,4)	—	2,4	37,3
Actifs d'impôt	1,0	0,6	—	—	—	1,6
Autres actifs	10,6	3,3	—	—	—	13,9
Prêts et autres investissements	1,2	—	(1,1)	—	0,1	0,2
DÉPRÉCIATIONS COMPTABILISÉES	69,1	14,8	(9,3)	—	2,7	77,3

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2011 (retraité)					
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	Solde à la clôture
Clients et comptes rattachés	24,4	8,1	(6,6)	—	(2,0)	23,9
Stocks et en cours	28,2	8,2	(1,4)	—	(2,6)	32,4
Actifs d'impôt	0,5	0,6	—	—	(0,1)	1,0
Autres actifs	1,7	7,4	—	—	1,5	10,6
Prêts et autres investissements	2,9	—	(0,7)	—	(0,9)	1,2
DÉPRÉCIATIONS COMPTABILISÉES	57,7	24,3	(8,7)	—	(4,2)	69,1

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2010 (retraité)					
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	Solde à la clôture
Clients et comptes rattachés	25,0	7,1	(2,1)	(6,0)	0,4	24,4
Stocks et en cours	33,7	4,8	(9,3)	—	(1,0)	28,2
Actifs d'impôt	0,3	0,3	—	—	(0,1)	0,5
Autres actifs	1,6	0,1	—	—	—	1,7
Prêts et autres investissements	2,5	—	—	—	0,4	2,9
DÉPRÉCIATIONS COMPTABILISÉES	63,1	12,3	(11,4)	(6,0)	(0,3)	57,7

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

NOTE 7 PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le détail des participations et autres immobilisations financières s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Titres non consolidés	7,3	6,7	6,3
Prêts et avances	30,5	3,0	11,3
Dépôts et autres	15,9	15,0	17,9
TOTAL	53,7	24,7	35,5

Titres non consolidés

Le détail des titres non consolidés est le suivant :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Autres investissements dans des sociétés non consolidées			
Tronic's Microsystems SA ^(a)	5,1	5,0	5,2
Autres investissements dans des sociétés non consolidées	2,2	1,7	1,1
TOTAL TITRES NON CONSOLIDÉS	7,3	6,7	6,3

(a) Le pourcentage de participation du Groupe dans Tronic's Microsystems SA est de 16,07 % aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Prêts et avances consentis

Au 31 décembre 2012, l'augmentation des prêts et avances est due essentiellement au prêt accordé par CGGVeritas Holding B.V à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey limited pour un montant de 29,2 millions de dollars US.

Au 31 décembre 2010, ils incluaient un prêt accordé par Exploration Investment Resources II AS à Eidesvik Seismic Vessel AS pour 5,6 millions de dollars US (38 millions de couronnes norvégiennes).

NOTE 8 SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

La variation du poste « sociétés mises en équivalence » se décompose ainsi :

Variation de la période (En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Solde en début de période	131,7	98,6	143,2
Variation de périmètre	(20,4)	(8,5)	(7,8)
Investissements effectués durant l'année	21,7	36,1	8,6
Quote-part des résultats	37,4	16,4	(1,0)
Dividendes reçus et remboursement de capital	(48,2)	(6,9)	(2,9)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	—	—	(35,9)
Variation du résultat global des sociétés mises en équivalence	1,5	(4,6)	(5,1)
Variation de change	0,8	0,6	(0,5)
Solde en fin de période	124,5	131,7	98,6

La variation de périmètre en 2012 correspond à hauteur de 20,4 millions de dollars US à la cession de 18,82% des parts détenues dans la société Spectrum (voir note 2).

La variation de périmètre en 2011 correspondait pour 8,5 millions de dollars US à la cession de 32,6 % de nos parts dans Cybernetix (voir note 2). La variation de périmètre en 2010 correspondait pour 3,2 millions de dollars US à la cession de 12 % de nos parts dans Cybernetix et pour 4,0 millions de dollars US à la sortie de Xian Sercel Petroleum Exploration Instrument Co. Ltd., consolidée par intégration globale depuis novembre 2010 (voir note 2).

Les investissements en 2012 correspondent pour 21,7 millions de dollars US à notre contribution dans la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Limited (voir note 2). Les investissements en 2011 comprenaient pour 26,5 millions de dollars US l'acquisition de 29 % du capital de Spectrum ASA et les souscriptions aux augmentations de capital des sociétés Oceanic Seismic Vessel AS (4,8 millions de dollars US), PT Elnusa CGGVeritas Seismic (4,8 millions de dollars US) et CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS (voir note 2). Les investissements en 2010 correspondaient pour 2,7 millions de dollars US à la souscription à l'augmentation de capital d'Eidesvik Seismic Vessel AS, et pour 6,0 millions de dollars US à la création de Gardline CGGV Pte Ltd. (voir note 2).

La contribution de la société Argas dans la quote-part des résultats s'élève respectivement à 27,2 millions de dollars US en 2012, à 13,8 millions de dollars US en 2011 et nulle en 2010.

Le détail par société est le suivant :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Argas	51,1	69,6	62,4
CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS	(0,8)	0,2	—
Cybernetix	—	—	9,1
Gardline	4,9	3,8	5,8
Eidesvik Seismic Vessel AS	12,5	10,9	7,4
Oceanic Seismic Vessel AS	19,2	17,4	14,7
PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	0,5	3,4	—
PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Limited	27,1	—	—
Spectrum ASA	12,4	27,8	—
VS Fusion LLC	(2,4)	(1,4)	(0,8)
INVESTISSEMENTS DANS SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	124,5	131,7	98,6

Le tableau ci-dessous résume les données financières des principales entités mises en équivalence pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

(En millions de dollars US)	PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Limited					Oceanic Seismic Vessel AS	Eidesvik Seismic Vessel AS	Spectrum ASA
	Argas	Argas	Argas	Argas	Argas			
Actifs courants	113,7	42,1	5,3	12,6	57,8			
Actifs non courants	87,7	78,3	140,3	110,8	135,0			
Passifs courants	79,9	14,0	96,0	13,7	56,8			
Passifs non courants	10,0	39,1	10,4	84,3	6,0			
Capitaux propres	111,5	67,3	39,2	25,4	130,0			
Chiffre d'affaires	305,7	68,4	15,4	14,1	126,2			
Résultat net	53,6	11,1	2,3	5,9	19,3			

NOTE 9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le détail du poste « immobilisations corporelles » s'établit de la manière suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre							
	2012			2011 (retraité)		2010 (retraité)		
	Bruts	Cumulés	Nets	Bruts	Cumulés	Nets	Nets	
Terrains	20,2	—	20,2	19,9	(0,5)	19,4	9,7	
Constructions	243,1	(92,2)	150,9	233,4	(80,2)	153,2	69,0	
Matériels et outillages	1 281,0	(722,0)	559,0	1 355,9	(777,4)	578,5	578,3	
Matériel de transport	599,7	(245,8)	353,9	552,2	(210,6)	341,6	222,9	
Mobiliers, agencements et divers	110,6	(74,8)	35,8	99,0	(64,3)	34,7	22,0	
Immobilisations en cours	39,7	—	39,7	55,8	—	55,8	143,7	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 294,3	(1 134,8)	1 159,5	2 316,2	(1 133,0)	1 183,2	1 045,6	

Les contrats de crédit-bail sont inclus dans les immobilisations corporelles pour les montants suivants :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre							
	2012			2011 (retraité)		2010 (retraité)		
	Bruts	Cumulés	Nets	Bruts	Cumulés	Nets	Nets	
Matériel géophysique et de transport en crédit-bail	118,1	(77,6)	40,5	118,9	(59,5)	59,4	113,2	
Terrain et constructions en crédit-bail	101,8	(5,6)	96,2	99,8	(1,8)	98,0	100,3	
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	3,7	(3,4)	0,3	3,8	(2,2)	1,6	—	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN CRÉDIT-BAIL	223,6	(86,6)	137,0	222,5	(63,5)	159,0	213,5	

En 2011, la diminution du matériel géophysique et de transport en crédit-bail était principalement liée à la transaction avec Norfield (voir note 2). En 2010, celle-ci était due notamment à l'exercice de l'option d'achat du navire sismique *Oceanic Challenger*.

L'amortissement économique relatif à des immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail est comptabilisé comme si le Groupe en détenait la propriété juridique.

La variation du poste « Immobilisations corporelles » s'établit de la manière suivante :

Variation de la période	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
(En millions de dollars US)			
Solde en début de période	1 183,2	1 045,6	976,2
Acquisitions	339,1	336,6	235,9
Acquisitions par crédit-bail	2,8	29,1	116,5
Amortissements	(287,5)	(284,6)	(255,7)
Cessions	(16,4)	(33,6)	(8,4)
Effets de change	4,4	(16,2)	(1,0)
Variation de périmètre	2,0	160,1	(3,6)
Reclassement d'actifs corporels en actifs détenus en vue de la vente	(57,5)	(41,3)	(29,9)
Autres	(10,6)	(12,5)	15,6
Solde en fin de période	1 159,5	1 183,2	1 045,6

En 2012, les immobilisations corporelles à apporter à la joint-venture Seabed Geosolutions B.V. ont été reclassées en « Actifs détenus en vue de la vente » à hauteur de 57,5 millions de dollars US. Les cessions correspondent essentiellement à des mises au rebut d'équipements Marine.

En 2011, les acquisitions par crédit-bail étaient principalement liées aux équipements des navires *Pacific Finder* et *Oceanic Sirius*. La variation de périmètre correspond à l'acquisition de la société Exploration Vessel Resources II, propriétaire du navire sismique *Geowave Voyager* (voir note 2).

En 2010, les acquisitions par crédit-bail incluaient le nouveau bâtiment situé à Massy. Livré en octobre 2010, le bâtiment a été mis en service en 2011 suite à la finalisation des aménagements intérieurs. Le navire sismique *Venturer* et certains équipements ont été reclassés en actifs détenus en vue de la vente dans le cadre de l'accord conclu avec Norfield AS (voir note 5).

La réconciliation entre les acquisitions du tableau des flux de trésorerie et les acquisitions présentées dans la note 19 s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Acquisitions d'immobilisations corporelles (hors crédit-bail)	339,1	336,6	235,9
Coûts de développement capitalisés — voir note 20	29,1	23,0	31,1
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles (hors études multi-clients) — voir note 10	2,5	8,1	16,5
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(1,9)	(2,1)	(3,9)
Total acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles selon le tableau des flux de trésorerie	368,8	365,6	279,6
Acquisitions par crédit-bail	2,8	29,1	116,5
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	363,8	203,2	259,6
Moins variation des fournisseurs d'immobilisations	1,9	2,1	3,9
Acquisitions d'immobilisations selon la note 19	737,3	600,0	659,6

Dépenses de réparation et maintenance

En 2012, le coût des ventes correspond à hauteur de 114,7 millions de dollars US à des dépenses de réparation et maintenance. En 2011 ces dépenses incluaient notamment plusieurs dépenses de réparation de navires sismiques suite à divers incidents survenus au cours de l'exercice. Ces dépenses s'élevaient à 116,4 millions de dollars US en 2011 et 75,9 millions de dollars US en 2010.

NOTE 10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le détail et la variation du poste « immobilisations incorporelles » s'établissent de la manière suivante :

<i>(En millions de dollars US)</i>	Au 31 décembre						
	2012			2011 (retraité)			2010 (retraité)
	Bruts	Cumulés	Nets	Bruts	Cumulés	Nets	Nets
Études multi-clients Marine	2 571,3	(2 097,2)	474,1	2 283,0	(1 891,3)	391,7	468,0
Études multi-clients Terrestre	820,8	(690,7)	130,1	696,3	(560,7)	135,6	134,9
Coûts de développement capitalisés	168,5	(72,3)	96,2	145,3	(58,7)	86,6	78,8
Logiciels	75,3	(44,8)	30,5	67,9	(39,2)	28,7	28,5
Technologies	154,5	(103,1)	51,4	100,6	(51,2)	49,4	62,4
Fichiers clients	204,1	(71,9)	132,2	185,8	(61,8)	124,0	132,3
Marques	33,7	(30,0)	3,7	30,0	—	30,0	30,0
Autres immobilisations incorporelles	44,3	(27,6)	16,7	80,0	(60,9)	19,1	29,0
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 072,5	(3 137,6)	934,9	3 588,9	(2 723,8)	865,1	963,9

La variation du poste « Immobilisations Incorporelles » s'établit de la manière suivante :

<i>(En millions de dollars US)</i>	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Solde en début de période	865,1	963,9	1 050,0
Investissements dans études multi-clients	418,0	229,0	291,5
Coûts de développement capitalisés	29,1	23,0	31,1
Autres acquisitions	2,5	8,1	16,5
Dépréciation des études multi-clients	(340,9)	(285,3)	(367,2)
Autres amortissements	(80,5)	(59,1)	(60,6)
Cessions	(0,2)	(20,4)	—
Effets de change	4,2	(3,5)	1,8
Variation de périmètre	34,5	—	—
Reclassement d'actifs incorporels en actifs détenus en vue de la vente	(6,7)	—	—
Autres	9,8	9,4	0,8
Solde en fin de période	934,9	865,1	963,9

En 2012, la variation de périmètre correspond à l'acquisition de l'ensemble des actifs de GRC (voir note 2).

Les « autres amortissements » comprennent la dépréciation de 30 millions de dollars US de la marque Veritas suite à la décision de changement de nom du Groupe.

Les actifs incorporels à apporter à la joint-venture Seabed Geosolutions B.V. ont été reclassés en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 6,7 millions de dollars US.

En 2011, les cessions étaient principalement liées à la vente de notre bibliothèque multi-clients 2D à Spectrum ASA (voir note 2).

En 2010, le poste « dépréciation des études multi-clients » comprenait une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 93,6 millions de dollars US présentée sur la ligne « autres produits et charges nets » du compte de résultat consolidé (voir note 21).

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION

Variation de la période

(En millions de dollars US)

Au 31 décembre

	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Solde en début de période	2 688,2	2 688,5	2 691,0
Augmentation	23,0	1,8	0,7
Dépréciation	—	—	—
Reclassement en Actif destinés à être cédés (note 5)	(300,0)	—	—
Ajustement	—	—	(1,6)
Effets de change	4,3	(2,1)	(2,4)
Autres	—	—	0,8
Solde en fin de période	2 415,5	2 688,2	2 688,5

Les augmentations correspondent aux écarts d'acquisition provenant de l'acquisition des actifs de Geophysical Research Company LLC ("GRC") en 2012, de l'achat de Petrodata Consulting LLC en 2011, de la contribution de Xian Sercel à SercelJunfeng et de la prise de contrôle de Xian Sercel en 2010 (voir note 2).

Revue des tests de valeur

La Direction du Groupe effectue au moins une fois par an un test de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des actifs à durée de vie indéterminée affectés aux unités génératrices de trésorerie, afin d'apprécier si une dépréciation pour perte de valeur est nécessaire.

La valeur recouvrable retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des unités génératrices de trésorerie ou des groupes d'unités génératrice de trésorerie.

Les unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

- ^ secteur Équipements ;
- ^ secteur Services — activité Marine, y compris études multi-clients ;
- ^ secteur Services — activité Traitement, Imagerie et Réservoir ;
- ^ secteur Services — activité Terrestre, y compris études multi-clients.

Hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité

Pour déterminer la valeur recouvrable des actifs, la Direction du Groupe est amenée à effectuer certains jugements, à retenir certaines estimations et hypothèses au regard d'éléments incertains. Les valeurs d'utilité sont déterminées sur la base d'hypothèses économiques, et de conditions d'exploitation prévisionnelles comme présenté ci-dessous :

- ^ flux de trésorerie prévisionnels estimés du budget 2013 et des perspectives 2014-2015 tels que présentés au conseil d'administration du 27 février 2013 ;
- ^ utilisation des flux de trésorerie normatifs au-delà de la troisième année ;
- ^ taux de productivité entre 1% et 2.5% en fonction de l'activité;
- ^ taux d'actualisation après impôts considéré comme reflétant le coût moyen pondéré du capital (CMPC) du secteur :
 - » 10,0 % pour le secteur Équipements (correspondant à un taux avant impôt de 13,7 %),
 - » 9,0 % pour l'activité Marine (correspondant à un taux avant impôt de 11,5 %),
 - » 9,5 % pour l'activité Traitement, Imagerie et Réservoir (correspondant à un taux avant impôt de 13,1 %),
 - » 8,5 % pour l'activité Terrestre (correspondant à un taux avant impôt de 11,4 %).

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée pour les exercices clos le 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Sensibilité aux changements dans les hypothèses retenues

Changer certaines hypothèses définies par la Direction du Groupe, en particulier le taux d'actualisation et les flux normatifs (basés sur l'EBITDAS) retenus, peut affecter significativement l'évaluation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie, et donc les résultats du test de valeur du Groupe.

Les changements d'hypothèses sont présentés de la façon suivante :

(En millions de dollars US)	Écarts d'acquisition	Excédent des flux de trésorerie futurs attendus actualisés sur la valeur nette comptable des actifs	Sensibilité à une diminution de 10 % des flux normatifs	Sensibilité à une augmentation de 10 % des flux normatifs	Sensibilité à une diminution de 0,25 sur le taux d'actualisation net d'impôt	Sensibilité à une augmentation de 0,25 sur le taux d'actualisation net d'impôt
Marine	1 702	49	(275)	+ 275	+ 120	(112)
Traitement, Imagerie & Réservoir	448	353	(81)	+ 81	+ 34	(33)
Terrestre	95	<20	(44)	+ 44	+ 20	(19)
Équipement	171	1 864	(202)	+ 202	+ 86	(81)
TOTAL	2 416					

Les changements d'hypothèses pour lesquels la valeur recouvrable est égale à la valeur nette comptable sont présentés de la façon suivante :

	Sensibilité aux flux normatifs	Sensibilité au taux d'actualisation net d'impôt
Marine	(1,76) %	+ 0,11 %
Traitement, Imagerie & Réservoir	(43,45) %	+ 4,03 %
Terrestre	(2,55) %	+ 0,16 %
Équipement	Non pertinent	Non pertinent

NOTE 12 AUTRES PASSIFS COURANTS

L'analyse des autres passifs courants est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
<i>(En millions de dollars US)</i>			
TVA et autres taxes à payer	75,6	64,3	74,2
Produits constatés d'avance	139,3	145,4	144,0
Juste valeur des instruments financiers (voir note 14)	0,8	9,5	0,8
Autres passifs d'exploitation	84,5	53,1	44,9
AUTRES PASSIFS COURANTS	300,2	272,3	263,9

Au 31 décembre 2012, les autres passifs d'exploitation comprennent un « earn-out » de 17,0 millions de dollars US relatif à l'acquisition de Geophysical Research Company, LLC (voir note 2).

NOTE 13 DETTES FINANCIÈRES

L'analyse des dettes financières par type de dettes est la suivante :

	Au 31 décembre							
	2012			2011 (retraité)			2010 (retraité)	
	1 an	> 1 an	Total	1 an	> 1 an	Total	Total	
<i>(En millions de dollars US)</i>								
Obligations à haut rendement	—	1 349,0	1 349,0	—	1 342,7	1 342,7	1 247,4	
Obligations convertibles	—	763,5	763,5	—	363,0	363,0	—	
Emprunts bancaires	14,7	26,2	40,9	16,0	40,9	56,9	522,1	
Contrats de crédit-bail	16,4	114,5	130,9	32,3	125,0	157,3	192,5	
Total dettes long terme	31,1	2 253,2	2 284,3	48,3	1 871,6	1 919,9	1 962,0	
Intérêts courus	16,7	—	16,7	16,2	—	16,2	17,0	
Dettes financières	47,8	2 253,2	2 301,0	64,5	1 871,6	1 936,1	1 979,0	
Découverts bancaires	4,2	—	4,2	6,0	—	6,0	6,1	
TOTAL			2 305,2			1 942,1	1 985,1	

L'analyse des dettes financières par devise est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
<i>(En millions de dollars US)</i>			
Dollar US	1 431,3	1 464,5	1 862,6
Euro	853,0	455,4	99,4
Autres devises	—	—	—
TOTAL	2 284,3	1 919,9	1 962,0

L'analyse des dettes financières par taux d'intérêt est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
<i>(En millions de dollars US)</i>			
Taux variables (taux effectif moyen au 31 décembre 2012 : 2,84 %, 2011 : 2,73 %, 2010 : 4,87%)	41,4	74,0	548,8
Taux fixes (taux effectif moyen au 31 décembre 2012 : 6,27 %, 2011 : 8,16 %, 2010 : 8,28 %)	2 242,9	1 845,9	1 413,2
TOTAL	2 284,3	1 919,9	1 962,0

Les taux d'intérêts variables sont généralement indexés sur les taux interbancaires de la devise concernée.

L'analyse de la dette financière selon les sources de financement au 31 décembre 2012 est la suivante :

	Date d'émission	Échéance	Montant nominal <i>(en millions de devises)</i>	Solde net au 31.12.2012 <i>(en millions de dollars US)</i>	Taux d'intérêt	Dernier amendement
Obligation à haut rendement 2016	2009	2016	350 US\$	335,8	9,50 %	—
Obligation à haut rendement 2017	2007	2017	400 US\$	395,0	7,75 %	—
Obligation à haut rendement 2021	2011	2021	650 US\$	618,2	6,50 %	—
Sous-total obligations à haut rendement				1 349,0		
Obligations convertibles 2016	2011	2016	360 €	393,2	1,75 %	—
Obligations convertibles 2019	2012	2019	360 €	370,3	1,25 %	—
Sous-total Obligations convertibles				763,5		
Autres emprunts bancaires	—	—	87 US\$	40,9	—	—
Sous-total emprunts bancaires				40,9		
Crédit-bail immobilier	2010	2015	75 €	89,3	—	—
Autres crédits-baux	—	—	—	41,6	—	—
Sous-total crédits-baux				130,9		
TOTAL DETTE FINANCIÈRE				2 284,3		

L'analyse des lignes de crédit au 31 décembre 2012 est la suivante :

	Date d'émission	Échéance	Montant autorisé <i>(en millions de dollars US)</i>	Montant mobilisé <i>(en millions de dollars US)</i>	Montant disponible <i>(en millions de dollars US)</i>	Montant utilisé <i>(en millions de dollars US)</i>	Dernier amendement
Crédit renouvelable US	2007	Janv. 2014	79,0	—	79,0	—	Déc. 2012
Crédit renouvelable France	2007	Févr. 2014	200,0	—	200,0	—	Déc. 2012
TOTAL			279,0	—	279,0	—	
Lignes de crédit à court terme (découverts bancaires)	—	—	10,7	—	6,5	4,2	—

Parmi les lignes de crédit à taux fixes, aucune ligne significative ne doit être renouvelée dans les 12 mois prochains (voir note 18).

Nous ne sommes pas sujets à des contraintes de liquidité à court terme étant donné notre trésorerie disponible au 31 décembre 2012, notre capacité et nos perspectives de génération de trésorerie, et nos échéances à moyen terme de remboursement des dettes financières.

L'impact des instruments de couverture n'est pas inclus dans les chiffres des tableaux ci-dessus.

L'ensemble des ratios financiers étaient respectés au 31 décembre 2012.

Obligations à haut rendement

Depuis 2007, CGGVeritas SA a émis plusieurs obligations à haut rendement en dollars US à échéance 2016, 2017 et 2021.

Ces obligations font l'objet d'une cotation au Luxembourg sur le marché non réglementé Euro MTF et sont garanties par certaines filiales du Groupe.

Ces obligations contiennent certaines clauses restrictives, notamment sur la souscription d'endettement supplémentaire, la constitution de sûretés réelles, la réalisation d'opérations de cession et de crédit-bail adossé, l'émission et la vente de titres subsidiaires et le règlement de dividendes et autres paiements par certaines des entités du Groupe. De plus, le ratio de l'EBITDAS rapporté aux charges financières brutes doit être égal ou supérieur à 3.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est considéré hors éléments non récurrents pour le calcul des ratios.

Les charges financières brutes correspondent aux charges financières consolidées hors amortissement de dépenses différées.

Tous ces ratios sont respectés aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Obligations à haut rendement (350 millions de dollars US, 9,5 % Senior Notes, échéance 2016)

Le 9 juin 2009, CGGVeritas SA a émis un emprunt obligataire par placement privé international d'un nominal de 350 millions de dollars US à échéance 2016 et portant intérêt à 9,5 %. Cette émission a été réalisée au prix de 97,0 %, correspondant à un rendement de 10,125 %. Le remboursement est à échéance du 15 mai 2016.

Le produit net de cette émission a permis de financer le remboursement de 100 millions de dollars US effectué le 21 mai 2009 sur le crédit *Senior Term Loan B* et les trois dernières échéances 2009 de 27,5 millions de dollars US sur ce même crédit *Senior*. Une partie du produit de l'émission a également servi à financer à hauteur d'environ 50 millions de dollars US le remboursement de dettes financières associées à des actifs de nos filiales CGG Marine Resources Norge et CGGVeritas Services (Norway) AS (anciennement Exploration Resources). Le solde est utilisé pour les besoins généraux du Groupe, incluant le remboursement des autres endettements.

Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 9 février 2007, CGGVeritas SA a émis sur les marchés internationaux de capitaux un emprunt obligataire de 400 millions de dollars US à échéance 2017 au taux nominal de 7,75 %. Les fonds reçus ont permis au Groupe de rembourser une partie du prêt relais de 700 millions de dollars US ayant financé l'acquisition de Veritas.

Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6,5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 31 mai 2011, CGGVeritas SA a émis par placement privé international un emprunt obligataire d'un nominal de 650 millions de dollars US à échéance juin 2021 et portant intérêt au taux de 6,5 %. Les obligations ont été émises à un prix de 96,45 % du pair, correspondant à un rendement de 7,0 %. Le produit net de cette émission a été affecté au remboursement total du crédit *Senior Term Loan B* de 508 millions de dollars US et au remboursement à hauteur de 70 millions de dollars US de l'emprunt obligataire à échéance 2015.

Obligations convertibles

Obligations convertibles (360 millions d'euros, 1,75 % Senior Notes, échéance 2016)

Le 27 janvier 2011, CGGVeritas SA a procédé à l'émission de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1^{er} janvier 2016, d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission a été affecté au remboursement partiel de l'emprunt obligataire 7,5 % d'un montant de 530 millions de dollars US à échéance mai 2015, permettant de réduire les frais financiers décaissés par CGGVeritas SA.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 27,80 euros, ce qui fait apparaître une prime d'émission de 25 % par rapport au cours de référence de l'action CGG sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,75 % payable semestriellement à terme échu le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année. Les obligations donneront droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGGVeritas à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas SA, sous certaines conditions.

Au 27 janvier 2011, le montant de la dette financière s'élevait à 370 millions de dollars US et la composante en capitaux propres à 123 millions de dollars US. La juste valeur de la dette a été estimée avec un taux d'intérêt à 8,15 %.

Obligations convertibles (360 millions d'euros, 1,25 % Senior Notes, échéance 2019)

Le 20 novembre 2012, CGGVeritas SA a procédé à l'émission de 11 200 995 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1^{er} janvier 2019, d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission a été affecté au financement partiel de l'acquisition de la division Geoscience (hors librairie multi-clients et OBN) de Fugro.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 32,14 euros, ce qui fait apparaître une prime d'émission de 40 % par rapport au cours de référence de l'action CGG sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,25 % payable semestriellement à terme échu le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année. Les obligations donneront droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGGVeritas à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas SA, sous certaines conditions.

Au 20 novembre 2012, le montant de la dette financière s'élevait à 362 millions de dollars US et la composante en capitaux propres à 99 millions de dollars US. La juste valeur de la dette a été estimée avec un taux d'intérêt à 5,47 %.

Emprunts bancaires et facilités de crédit

Au 31 décembre 2012, 36,1 millions de dollars US d'emprunts bancaires sur un montant total de 40,9 millions de dollars US étaient sécurisés par des immobilisations corporelles et des créances.

Crédit *Senior Term Loan B* et facilités de crédit renouvelable américain

Le 11 décembre 2012, le crédit syndiqué américain a fait l'objet d'un avenant permettant l'acquisition de la division Geoscience de Fugro. Cet avenant assouplit certaines restrictions autorisant ainsi la mise en place de la JV Seabed Geosolutions B.V., la fourniture de garanties et l'émission de nouvelles dettes dans le cadre de la transaction avec Fugro.

Le 15 décembre 2011, nos facilités de crédit ont fait l'objet d'un avenant ayant étendu l'échéance de 2 ans à janvier 2014 et ramené à 79 millions de dollars US notre ligne de crédit.

Suite à cet avenant, les ratios financiers ont été redéfinis de la façon suivante :

^ le seuil maximal de ratio EBITDAS / dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants est fixé à 2,50 jusqu'à fin 2013 ;

^ le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants est fixé à 3,00 jusqu'à fin 2013.

Le 2 juin 2011, le Groupe a procédé au remboursement du crédit *Senior Term Loan B* de 508 millions de dollars US, en émettant l'emprunt obligataire à échéance 2021 décrit ci-dessus.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit *Senior Term Loan B* ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu l'échéance de 348 millions de dollars US des 515 millions de dollars US restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter. En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1 % pour les montants dont la maturité a été étendue. La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verrait sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 n'étaient toujours pas refinancées en février 2015.

Les 21 et 27 mai 2009, nos facilités de crédit *Senior Term Loan B* et crédit renouvelable français ont fait l'objet d'avenants. Ces avenants, s'inscrivant dans le cadre de la politique financière prudente du Groupe, ont eu pour principaux effets le remboursement anticipé de 100 millions de dollars US, l'augmentation de 1,0 % des taux d'intérêts bancaires applicables aux montants tirés de ces contrats de crédit et l'assouplissement de la plage des ratios financiers à respecter (covenants).

Un avenant aux dispositions respectives du contrat de crédit *Senior Term Loan B* signé le 12 janvier 2007 et du contrat de crédit syndiqué français signé le 7 février 2007 a été signé le 12 décembre 2008. Les modifications apportées aux accords de financement ont donné au Groupe une plus grande flexibilité en termes (i) d'acquisition de sociétés par voie d'offre publique, (ii) de rachats d'actions propres et (iii) de recapitalisation des filiales n'étant pas garantes dans le cadre des accords de financement. En contrepartie des modifications ainsi intervenues, le Groupe a procédé (i) à un remboursement de 50 millions de dollars US au jour de la signature des avenants, et (ii) au cours de l'année 2009 au remboursement complémentaire de 100 millions de dollars US versé en quatre échéances trimestrielles de 25 millions de dollars US, en sus de celui originellement prévu et versé. La moitié de ces versements complémentaires (75 millions de dollars US) correspondait à une anticipation de remboursements obligatoires qui devaient intervenir au cours du 1^{er} semestre 2010.

Le 12 janvier 2007, le Groupe a signé une convention de crédit sécurisée de 1 140 millions de dollars US avec Crédit Suisse, comme agent administratif et agent collatéral, et des prêteurs, organisant la mise à disposition d'une ligne de crédit *Senior Term Loan B* d'un montant de 1 000 millions de dollars US et d'une ligne de crédit renouvelable américaine de 140 millions de dollars US (dont une partie peut être utilisée pour l'émission de lettres de crédit). Le 29 juin 2007, le Groupe a remboursé 100 millions de dollars US de la ligne de crédit *Senior Term Loan B*.

Les obligations de CGGVeritas Holding (US) Inc. au titre de la convention de crédit sont garanties par CGGVeritas SA et certaines de ses filiales, en ce compris certaines des filiales de l'ancien groupe Veritas. Les titres de CGGVeritas Holding (US) Inc. et de certaines autres des filiales directes de CGGVeritas SA sont nantis au profit des prêteurs ainsi que les titres de certaines des filiales directes de CGGVeritas Holding (US) Inc. En outre, certaines des filiales garantes ont consenti des nantissements sur certains de leurs actifs corporels et incorporels, y compris (sans que cette liste soit exhaustive), certains navires, propriétés immobilières, droits minéraux, comptes bancaires et propriétés intellectuelles. Pour certaines des filiales, en particulier CGGVeritas Holding (US) Inc. et certaines filiales américaines et canadiennes, le nantissement peut porter sur la quasi-totalité de leurs actifs.

Les ratios financiers sont respectés au 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Ligne de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US (contrat de crédit syndiqué Français)

Durant l'année 2012, 30 millions d'euros et 40 millions de dollars US ont été tirés et entièrement remboursés respectivement courant juin et novembre.

Le 21 décembre 2012, le crédit syndiqué français a fait l'objet d'un avenant assouplissant certaines restrictions et autorisant l'acquisition de la division Geoscience de Fugro. Suite à cet avenant, le montant des investissements nets réalisés chaque année par le Groupe ne doit pas dépasser la plus forte des valeurs entre 750 millions de dollars US et 50 % de l'EBITDA.

Le 15 décembre 2011, les crédits syndiqués français et américain ont été modifiés afin d'assouplir certaines restrictions et covenants.

Les covenants ont été redéfinis comme suit : le montant des investissements nets réalisés chaque année par le Groupe ne doit pas dépasser la plus forte des valeurs entre 600 millions de dollars US et 50 % de l'EBITDA. L'investissement net signifie l'acquisition d'immobilisations moins les préfinancements des ventes multi-clients.

Le 4 novembre 2010, ce crédit renouvelable a fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) à ceux de nos facilités de crédit *Senior Term Loan B* et d'étendre la maturité de 2 ans, de février 2012 à février 2014. L'avenant avait modifié les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

^ le ratio dette financière nette / EBITDA est passé de 2,25 à 2,75 en 2010, baissant ensuite à 2,0 en 2014 ;

^ le ratio EBITDA / intérêts financiers passe de 4,0 à 3,50 en 2010 et augmente ensuite à 4,50 en 2014.

Suite à cet avenant, les taux d'intérêts ont augmenté de 25 points de base à Libor +325, ajustés en fonction du rating de CGGVeritas par les agences de notation.

Deux avenants aux dispositions du crédit syndiqué ont été signés les 21 et 27 mai 2009 et le 12 décembre 2008 : voir ci-dessus.

Le 7 février 2007, CGGVeritas SA a signé une convention de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US avec Natixis comme agent administratif et Crédit Suisse comme agent collatéral. Cette ligne de crédit, mobilisable en dollars US et en euros, a pour objet de financer les opérations courantes de l'emprunteur.

Facilité de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US

Le 13 janvier 2011, la société Exploration Vessel Resources II AS a signé une convention de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US faisant l'objet d'une garantie émise en faveur des banques, et devant respecter des ratios financiers similaires à ceux du crédit *Senior Term Loan B*. Le montant résiduel au 31 décembre 2012 est de 38,4 millions de dollars US.

Facilité de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US

Le 30 avril 2007, Geomar a signé une convention de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US. Cette ligne de crédit avait pour objet de refinancer le navire sismique *Alizé*. Cette ligne de crédit est tirée en totalité au 31 décembre 2007. Le montant résiduel au 31 décembre 2012 est de 9,0 millions de dollars US.

Convention de crédit

Le 29 mars 2006, Exploration Resources a conclu une convention de crédit d'un montant de 70 millions de dollars US avec un établissement de crédit. Cette ligne de crédit avait pour objet de financer la conversion du navire *Geo Challenger*, qui était originellement un navire câblé, en navire sismique 3D ainsi que l'acquisition de matériel sismique pour l'équipement des navires *C-Orion* et *Geo Challenger*. Cette ligne de crédit, tirée en totalité au 31 décembre 2006, a été entièrement remboursée au 31 décembre 2010.

Du fait de son activité internationale, le Groupe est exposé à des risques généraux liés aux opérations à l'étranger. Les principaux risques de marché auxquels le Groupe est exposé sont notamment l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change. Le Groupe ne conclut pas de contrats d'instruments financiers à des fins spéculatives.

Pour une information détaillée, voir également le Chapitre 3 « Facteurs de risques » de notre document annuel de Référence.

Gestion du risque de change

Voir également le chapitre 3.4.1 « Risque de change » du document annuel de référence.

CGG tire une partie substantielle de son chiffre d'affaires de ventes à l'étranger et est donc soumise aux risques relatifs aux fluctuations des taux de change. Les recettes et dépenses de CGG sont libellées de manière prépondérante en dollars US et en euros, et dans une moindre mesure en devises telles que le dollar canadien, le ren-min-bi yuan chinois, le réal brésilien, et la livre sterling. Historiquement, une part importante du chiffre d'affaires facturé en euros par CGG est en fait dérivée de contrats contenant des prix en dollars US, dès lors que le dollar US sert souvent de monnaie de référence dans les réponses aux appels d'offres pour des contrats de fourniture de services géophysiques.

Analyse de sensibilité

Les fluctuations du cours du dollar US par rapport aux autres devises, en particulier l'euro, ont eu et continueront à avoir un impact significatif sur nos résultats financiers qui étaient reportés en euros avant le 1er janvier 2012. Depuis cette date, la devise de présentation des états financiers du Groupe est le dollar US. Dès lors notamment que la plupart des appels d'offres pour des contrats d'acquisition auxquels participe le groupe CGG sont libellés en dollars US, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar US nuit à la position concurrentielle du Groupe par rapport aux sociétés dont les coûts et les dépenses sont plus largement libellés en dollars US. À ce jour, la base de coût euro du groupe est estimée à 400 millions d'euros après prise en compte des couvertures. Aussi, une variation défavorable de 10 cents du dollar par rapport à l'euro diminuerait notre résultat d'exploitation et nos fonds propres d'environ 40 millions de dollars.

À travers l'IAS 12, le Groupe se trouve par ailleurs sur le plan comptable exposé aux variations de change au niveau de l'imposition différée lorsque la monnaie fonctionnelle de l'entité propriétaire d'actifs non monétaires ne coïncide pas avec la monnaie fiscale.

Contrats de ventes à terme

Le Groupe conclut également divers contrats pour couvrir les risques de change sur ses activités futures. Il mène notamment une politique de vente à terme de dollars US en fonction des excédents escomptés dans cette devise, compte tenu de son carnet de commandes à échéance de six mois en moyenne. Dans une moindre mesure, une politique de couverture similaire est appliquée aux excédents en livres sterling, en ren-min-bi yuans, couronne norvégienne, en dollars de Singapour et en francs suisses. Cette stratégie de réduction des risques de change a permis d'atténuer, sans l'éliminer, l'impact positif ou négatif de la variation des cours de change sur ces devises.

Le détail des contrats de vente à terme est le suivant :

	Au 31 décembre		
	2012	2011	2010
Contrats de vente à terme de dollars US en euros			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	35,0	157,8	128,1
<i>dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	35,0	157,8	128,1
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	22 jours	57 jours	51 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/€)	1,2840	1,3492	1,3434
Contrats de vente à terme de dollars US en livres sterling			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	3,0	17,2	—
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	3,0	17,2	—
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	20 jours	41 jours	—
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/£)	1,6022	1,5635	—
Contrats de vente à terme de dollars US en ren-min-bi yuans			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	2,0	21,5	6,2
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	2,0	21,5	6,2
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	29 jours	20 jours	56 jours
Taux de couverture moyen pondéré (RMB/US\$)	6,2709	6,3468	6,6612
Contrats de vente à terme de dollars US en dollars de couronne norvégienne			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	15,6	—	—
<i>dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	15,6	—	—
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	21 jours	—	—
Taux de couverture moyen pondéré (NOK/US\$)	5,6505	—	—
Contrats de vente à terme de dollars US en dollars de Singapour			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	8,2	2,3	—
<i>dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	8,2	2,3	—
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	38 jours	50 jours	—
Taux de couverture moyen pondéré (SGD/US\$)	1,2197	1,2929	—
Contrats de vente à terme de dollars US en francs suisses			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	1,1	3,8	—
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	1,1	3,8	—
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	53 jours	41 jours	—
Taux de couverture moyen pondéré (CHF/US\$)	0,9120	0,8713	—

L'impact des contrats de vente à terme sur les états financiers est le suivant :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Montant au bilan des contrats de vente à terme de devises (voir notes 5 et 12)	2,2	(6,0)	0,8
Juste valeur des contrats de vente à terme de devises	2,2	(6,0)	0,8
Profits (pertes) enregistrés en résultat (voir note 21)	0,8	4,8	(3,6)
Profits (pertes) enregistrés directement en capitaux propres (avant impôts différés)	3,7	(4,4)	(1,1)

Le tableau ci-dessus ne tient pas compte des instruments financiers des sociétés mises en équivalence.

Les profits (pertes) enregistrés en résultat pour ces entités sont inclus dans la ligne « résultat des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé.

Les profits (pertes) enregistrés directement en capitaux propres sont présentés sur la ligne « quote-part de variation du résultat étendu des sociétés mises en équivalence » sur l'état du compte de résultat global consolidé.

Contrats d'option d'achat

Le Groupe ne disposait d'aucun contrat d'option d'achat de devises aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Gestion du risque de taux

Voir également le chapitre 3.3.7 « Risque de taux » du document annuel de référence.

La stratégie du Groupe est de gérer le risque de taux par l'utilisation maximale de dettes à taux fixe. Ainsi, l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêts est limitée dans la mesure où 98% de la dette financière au 31 décembre 2012 est constituée d'emprunts obligataires à taux fixe ainsi que d'un certain nombre de contrats de crédit-bail et de lignes de crédit bancaires à moyen terme à taux fixes et de maturités variables. Cependant, le Groupe peut être amené à souscrire à une partie de ses dettes financières auprès d'institutions financières à taux d'intérêts variables indexés sur des durées de tirage allant d'un à douze mois, et il peut en résulter une variation de la charge d'intérêt correspondante en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme. Le Groupe peut également avoir recours à des contrats de swap de taux d'intérêts afin d'ajuster l'exposition lorsque les conditions de marché sont favorables.

Analyse de sensibilité

Les sources de financement du Groupe CGG sont constituées d'emprunts garantis et de facilités de crédit soumis à des taux d'intérêts variables. En conséquence, les charges financières du Groupe peuvent augmenter si les taux d'intérêts augmentent. L'analyse de sensibilité porte sur une exposition nette après prise en compte des couvertures de 203 millions de dollars US. Ainsi, toute augmentation de 0,20% des taux d'intérêts diminuerait les charges financières du Groupe de près de 0,4 million de dollars US par an, alors qu'une baisse de 0,20 % augmenterait ces charges de 0,4 million de dollars US.

Contrats de swap de taux d'intérêts

Il n'existait aucun contrat de swap de taux aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Contrats de cap de taux d'intérêts

Le Groupe ne dispose d'aucun contrat de cap de taux d'intérêt aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Gestion du risque de crédit

Afin de minimiser le risque de crédit, ou risque de contrepartie, le Groupe conclut des contrats de couverture uniquement avec des institutions financières et des banques commerciales parmi les mieux évaluées. Bien que le risque de crédit puisse être formé par le coût de remplacement à la juste valeur estimée de l'instrument, le Groupe considère que le risque de subir une perte reste mineur, et que la perte en question ne serait de toute façon pas significative.

Les créances clients du Groupe ne représentent pas un risque de crédit significatif, du fait de la large variété de clients, des différents marchés dans lesquels le Groupe opère, et de sa présence dans plusieurs zones géographiques. Les deux plus importants clients du Groupe contribuent en 2012 pour respectivement 7,1 % et 5,8 % au chiffre d'affaires consolidé. Ils contribuaient respectivement pour 13,0 % et 3,0 % en 2011 et 6,9 % et 6 % en 2010.

Gestion du risque de liquidité

Les principaux besoins financiers du Groupe sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (en particulier les opérations de réparations et d'amélioration de performances des navires sismiques), des investissements dans les études non exclusives, et des opérations d'acquisition.

Les opérations d'exploitation courante ainsi que le service d'intérêts de la dette sont financés par les flux de trésorerie provenant de l'exploitation. La capacité du Groupe à effectuer des remboursements réguliers du principal des emprunts, à payer d'éventuels intérêts exceptionnels, à restructurer son endettement, ou à financer ses investissements dépendra de ses performances futures, qui, dans une certaine mesure, restent liées à des facteurs économiques, financiers, de compétitivité, juridiques et de réglementation. Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renouvelable (79 millions de dollars pour le crédit US et 200 millions de dollars pour le crédit France) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois (voir note 13).

Voir également le chapitre 3.3.6 « Risque de liquidité » du document annuel de référence.

Impact et ventilation des instruments financiers sur le bilan

L'impact et la ventilation sur le bilan des instruments financiers du Groupe au 31 décembre 2012 se présentent comme suit :

Au 31 décembre 2012

(En millions de dollars US)	Niveau de risque	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente	Prêts, créances et dettes d'exploitation	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres non consolidés	Niveau 3	7,3	7,3		7,3			
Actifs financiers non courants	Niveau 3	47,0	47,0			47,0		
Clients et comptes rattachés	Niveau 3	888,7	888,7			888,7		
Actifs financiers courants	Niveau 3	3,0	3,0					3,0
Équivalents de trésorerie	Niveau 3	567,7	567,7	567,7				
Trésorerie	Niveau 3	952,5	952,5	952,5				
TOTAL ACTIFS		2 466,2	2 466,2	1 520,2	7,3	935,7		3,0
Passifs financiers non courants	Niveau 3							
Dettes financières ^(a)	Niveau 1	2 305,2	3 421,5				2 305,2	
Fournisseurs et comptes rattachés	Niveau 3	505,5	505,5			505,5		
Passifs financiers courants	Niveau 3	0,8	0,8					0,8
TOTAL PASSIFS		2 811,5	3 927,8			505,5	2 305,2	0,8

(a) Les dettes financières incluent les dettes à long terme, les découverts bancaires et les intérêts courus (voir note 13).

Valeurs de marché des instruments financiers

Les montants au bilan et la valeur de marché des instruments financiers du Groupe sont les suivants :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2012		Au 31 décembre 2011 (retraité)		Au 31 décembre 2010 (retraité)	
	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché
Titres de placement et autres disponibilités	1 520,2	1 520,2	531,4	531,4	448,8	448,8
Découverts bancaires	4,2	4,2	6,0	6,0	6,1	6,1
Emprunts bancaires, contrats de crédit-bail, crédit fournisseur et emprunts actionnaires :						
Taux variable	41,4	41,4	74,0	74,0	548,8	548,8
Taux fixe	2 242,9	3 359,2	1 845,9	2 766,6	1 413,2	2 126,4
Contrats de vente à terme de devises	2,2	2,2	(6,0)	(6,0)	0,8	0,8

Pour les autres immobilisations financières, les clients, les autres créances d'exploitation, les titres de placement et autres disponibilités, les fournisseurs et les autres dettes d'exploitation, le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Pour les emprunts bancaires à taux fixe, la valeur de marché a été estimée en fonction de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (paiement des intérêts et remboursement du principal) aux taux d'intérêts de marché correspondant à leurs caractéristiques. Au 31 décembre 2012, le taux de marché utilisé pour actualiser les obligations à haut rendement est de 6,0 % (source Thomson Reuters) et de 4,7 % (source Bloomberg) pour les obligations convertibles.

Pour les emprunts à taux variable, les crédits fournisseurs et les emprunts actionnaires, la valeur de marché est équivalente à la valeur au bilan.

La valeur de marché des contrats de vente à terme est estimée à partir des cours à terme, négociables sur les marchés financiers, pour des échéances comparables.

NOTE 15 CAPITAL SOCIAL ET PLANS D'OPTIONS

Au 31 décembre 2012, le capital social de CGGVeritas SA se composait de 176 392 225 actions ordinaires de valeur nominale 0,40 euros. Au 31 décembre 2011, il se composait de 151 861 932 actions ordinaires et au 31 décembre 2010, de 151 506 109 actions ordinaires.

CGG cherche à optimiser de manière continue sa structure financière par un équilibre optimal entre son endettement financier net et ses capitaux propres totaux tels que figurant dans le bilan consolidé. Le Groupe gère sa structure financière et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques. Les objectifs, politiques et procédures de gestion sont demeurés identiques depuis plusieurs exercices. CGGVeritas SA n'est sujet à aucune exigence externe en termes de capitaux propres minimum, excepté les exigences légales.

Droits et privilèges associés aux actions ordinaires

Les actions ordinaires donnent droit à dividende. Les dividendes peuvent être distribués à partir des réserves disponibles de la société mère, en conformité avec la loi française et les statuts de la Société. Au 31 décembre 2012, le montant des réserves libres de la société mère s'élevait à 2 977,1 millions d'euros (3 928,0 millions de dollars US). Aucun dividende n'a été versé en 2012, 2011 et 2010.

Les actions ordinaires en nominatif détenues depuis plus de deux ans donnent un droit de vote double.

Émission d'actions

En 2012, CGGVeritas SA a émis 24 530 293 actions ordinaires entièrement libérées liées aux opérations suivantes :

- ^ 24 329 960 actions ordinaires entièrement libérées, liées à une augmentation de capital publique effectuée dans le cadre du financement de l'acquisition de la division Geoscience (hors librairie multi-clients et OBN) de Fugro entre le 26 septembre 2012 et le 19 octobre 2012 inclus, à un prix de 17 euros pour lesquelles la société a reçu un montant brut de 413,6 millions d'euros (533,5 millions de dollars US). Les honoraires et frais relatifs à cette opération se sont élevés à 16,3 millions d'euros (21,0 millions de dollars US).
- ^ 132 758 actions ordinaires entièrement libérées, liées à des stock-options exercées ;
- ^ 67 575 actions ordinaires entièrement libérées, liées à l'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance ;

Plans d'options

Suite à diverses résolutions adoptées par le Conseil d'administration, le Groupe a attribué des options de souscription d'actions ordinaires à certains de ses salariés, cadres et administrateurs.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mai 2006 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options ont été acquis par quart tous les ans à compter de mai 2006, lesdites options pouvant être exercées à tout moment mais les actions résultant de la levée desdites options ne pouvant quant à elles être vendues avant mai 2010. Des 1 012 500 options attribuées en mai 2006, 680 000 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2007 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options sont acquis par tiers tous les ans à compter de mars 2007, lesdites options pouvant être exercées à tout moment à hauteur des droits acquis mais, pour les résidents fiscaux français, les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant le 24 mars 2011. Des 1 308 750 options attribuées en mars 2007, 675 000 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2008 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options sont acquis par tiers pendant une période de 3 ans, lesdites options pouvant être exercées à tout moment à hauteur des droits acquis mais, pour les résidents fiscaux français, les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant le 14 mars 2012. Des 1 188 500 options attribuées en mars 2008, 584 742 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2009 ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan. 1 002 000 actions ont été attribuées aux cadres dirigeants et autres salariés du Groupe, 200 000 options ont été attribuées au Président-Directeur Général, et 125 000 options au Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 euros. Les options ont une durée de 8 ans ; 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- ^ 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 19,44 euros. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les 3 premières années du plan ;
- ^ 200 000 options de souscription d'actions au Président-Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 euros. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les 3 premières années du plan, d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
 - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le 21 octobre 2010, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer 120 000 options de souscription d'actions à trois bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 16,88 euros. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan.

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer :

- ^ 964 363 options de souscription d'actions à 364 bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 25,48 euros. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- ^ 200 000 options de souscription d'actions au Président-Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 25,48 euros. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan, d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
 - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Le 26 juin 2012, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer :

- ^ 590 625 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans ;

^ 420 000 options de souscription d'actions aux membres du Comité Exécutif. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes :

- » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
- » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
- » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
- » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

^ 200 000 options de souscription d'actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes:

- » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
- » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
- » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
- » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription intervenue en octobre 2012, les plans d'options ont été ajustés de la manière suivante :

	Ajustement du nombre d'options au 19 octobre 2012	Prix d'exercice avant ajustement (€)	Prix d'exercice ajusté (€)
Plan du 11 mai 2006	1 001 048	26,26 €	24,95 €
Plan du 23 mars 2007	1 221 425	30,40 €	28,89 €
Plan du 14 mars 2008	1 120 226	32,57 €	30,95 €
Plan du 16 mars 2009	950 179	8,82 €	8,38 €
Plan du 6 janvier 2010	231 538	14,71 €	13,98 €
Plan du 22 mars 2010	1 430 622	19,44 €	18,47 €
Plan du 21 octobre 2010	126 291	16,88 €	16,05 €
Plan du 24 mars 2011	1 150 636	25,48 €	24,21 €
Plan du 26 juin 2012	1 483 424	18,77 €	17,84 €
TOTAL	8 715 389		

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 décembre 2012 :

	Options initialement attribuées	Options non exercées au 31.12.2012*	Prix d'exercice par action**	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
Plan du 11 mai 2006	1 012 500	1 001 048	24,95 €	10 mai 2014	16,3 mois
Plan du 23 mars 2007	1 308 750	1 221 425	28,89 €	23 mars 2015	26,7 mois
Plan du 14 mars 2008	1 188 500	1 120 226	30,95 €	14 mars 2016	38,5 mois
Plan du 16 mars 2009	1 327 000	950 179	8,38 €	16 mars 2017	50,5 mois
Plan du 6 janvier 2010	220 000	231 538	13,98 €	6 janvier 2018	60,3 mois
Plan du 22 mars 2010	1 548 150	1 426 654	18,47 €	22 mars 2018	62,7 mois
Plan du 21 octobre 2010	120 000	126 291	16,05 €	21 octobre 2018	69,7 mois
Plan du 24 mars 2011	1 164 363	1 150 227	24,21 €	24 mars 2019	74,8 mois
Plan du 26 juin 2012	1 410 625	1 483 424	17,84 €	26 juin 2020	89,9 mois
TOTAL	9 299 888	8 711 012			

* Nombre ajusté après l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription du 23 octobre 2012.

** Prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription du 23 octobre 2012.

Le tableau suivant résume l'information relative à l'évolution des plans de stock-options au 31 décembre 2012, 2011 et 2010 :

(En euros, sauf nombre d'options)	2012		2011		2010	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice
Options non exercées en début d'exercice	7 062 320	23,16	6 428 504	22,17 €	4 958 740	22,35 €
Attributions	1 410 625	18,77	1 164 363	25,48 €	1 888 150	18,73 €
Ajustements liés à l'augmentation de capital	435 498	21,68 €				
Exercées	(132 758)	13,06 €	(318 823)	7,31 €	(339 377)	6,10 €
Échues non exercées	(64 673)	23,98 €	(211 724)	20,21 €	(79 009)	19,86 €
Options non exercées en fin d'exercice	8 711 012	21,67 €	7 062 320	23,16 €	6 428 504	22,17 €
Options exerçables en fin d'exercice	5 943 122	22,60 €	4 535 303	16,11 €	3 534 518	14,05 €

Le cours moyen de l'action CGG s'est élevé à 21,89 euros en 2012, 20,17 euros en 2011 et 18,26 euros en 2010.

Actions gratuites sous conditions de performance

Plan d'attribution du 22 mars 2010

Le 22 mars 2010, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 509 925 actions gratuites sous conditions de performance, dont 27 500 attribuées au Président-Directeur Général. L'attribution définitive était soumise à (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipements, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Le Conseil d'administration du 29 février 2012 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 22 mars 2010 étaient partiellement remplies et que 67 575 actions ont été attribuées à ce titre le 10 mai 2012.

Plan d'attribution du 24 mars 2011

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 488 586 actions gratuites sous conditions de performance, dont 13 750 attribuées au Président et 27 500 attribuées au Directeur Général. L'attribution définitive était soumise (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipements, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Suite à l'augmentation de capital publique intervenue en octobre 2012, le nombre d'actions existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires, en ce compris les Mandataires Sociaux et les membres du Comité Exécutif est ajusté à 472 846.

Le Conseil d'administration du 27 février 2013 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 24 mars 2011 étaient partiellement remplies et qu'un maximum de 399 853 actions seront attribuées au titre de ce plan le 3 mai 2013.

Plan d'attribution du 26 juin 2012

Le 26 juin 2012, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 516 550 actions gratuites sous conditions de performance, dont 27 500 attribuées au Directeur Général, 11 250 attribuées à chacun des Directeurs Généraux Délégués et 57 000 attribuées aux membres du Comité Exécutif. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de la constatation par le Conseil d'administration de (i) la réalisation d'un Résultat retraité des Eléments Financiers net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription intervenue en octobre 2012, le nombre d'actions existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires, en ce compris les Mandataires Sociaux et les membres du Comité Exécutif a été ajusté à 535 018.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 26 juin 2014 ou la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Coût de compensation sur les options et actions gratuites sous condition de performance

Les hypothèses retenues pour évaluer les plans d'options 2010, 2011 et 2012 et les plans 2011 et 2012 d'attribution d'actions gratuites sont reprises dans le tableau suivant :

	Options attribuées	Volatilité	Taux sans risque	Prix d'exercice par actions (en euros)*	Durée de vie résiduelle (ans)	Juste valeur par action à la date d'attribution (en euros)	Dividendes
Plan d'options janvier 2010	220 000	52 %	2,78 %	14,71	5	8,23	0,0 %
Plan d'options mars 2010	1 548 150	52 %	2,44 %	19,44	5,5	10,10	0,0 %
Plan d'options octobre 2010	120 000	52 %	2,05 %	16,88	5,5	9,66	0,0 %
Plan d'options 2011	1 164 363	37 %	2,52 %	25,48	4	8,48	0,0 %
Plan d'options 2012	1 410 625	42 %	1,23 %	18,77	4	5,98	0,0 %

* Prix d'exercice ne tenant pas compte de l'ajustement opéré à la suite de l'augmentation de capital du 23 octobre 2012.

	Actions gratuites attribuées	Accomplissement des conditions de performance	Juste valeur par action à la date d'attribution (en euros)	Dividendes
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2011	488 586	50 % ^(b)	25,84 ^(a)	0,0 %
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2012	516 550	50 % ^(b)	18,13 ^(a)	0,0 %

(a) Correspond au cours de clôture de l'action CGG en date d'attribution.

(b) Estimé.

Selon IFRS 2, la juste valeur des options attribuées depuis le 7 novembre 2002 est reconnue en charge sur la durée de vie du plan. Le détail de ces charges est présenté dans le tableau suivant :

(En millions de dollars US)	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Plan d'options 2006 ^(a)	—	—	0,4
Plan d'options 2007 ^(b)	—	—	0,5
Plan d'options 2008 ^(c)	—	0,4	2,7
Plan d'options 2009 ^(d)	0,1	0,6	2,1
Plan d'options 2010 ^(e)	3,2	7,6	11,0
Plan d'option 2011 ^(f)	4,3	5,6	—
Plan d'option 2012 ^(g)	1,9	—	—
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2009 ^(h)	—	0,1	0,4
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2010 ⁽ⁱ⁾	0,1	(1,8)	2,5
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2011 ^(j)	9,9	3,2	—
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2012 ^(k)	1,4	—	—
Charge totale selon IFRS 2	20,9	15,7	19,7

(a) Dont 0,3 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2010.

(b) Dont 0,3 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2010.

(c) Dont 0,3 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2011, 1,3 million de dollars en 2010.

(d) Dont 0,1 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012, 0,3 million de dollars en 2011 et 1,1 million de dollars en 2010.

(e) Dont 1,4 millions de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012, 3,8 millions de dollars en 2011 et 5,8 millions de dollars en 2010.

(f) Dont 2,9 millions de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012 et 3,8 millions de dollars en 2011.

(g) Dont 0,9 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012.

(h) Néant.

(i) Dont (0,3) million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2011 et 0,5 million de dollars en 2010.

(j) Dont 2,4 millions de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012 et 0,7 million de dollars en 2011.

(k) Dont 0,3 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012.

NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail et la variation des provisions pour risques et charges s'établissent comme suit :

(En millions de dollars US)	Solde au 31.12.2011	Dotation	Reprise (utilisée)	Reprise (non utilisée)	Autres (a)	Solde au 31.12.2012
Provisions pour frais de restructuration	6,9	—	(6,1)	—	—	0,8
Provisions pour contrats déficitaires	6,2	—	(1,4)	—	—	4,8
Provisions pour litiges	14,4	0,6	(12,9)	—	—	2,1
Autres provisions relatives à des contrats	5,5	5,8	(2,9)	—	0,1	8,5
Provisions pour charge de démobilisation des navires	1,6	6,3	(3,1)	—	—	4,8
Total provisions court-terme	34,6	12,7	(26,4)	—	0,1	21,0
Provisions pour départ à la retraite	35,3	8,5	(3,7)	—	17,2	57,3
Provisions pour risques fiscaux	11,9	—	—	(4,8)	—	7,1
Provisions pour contrats défavorables	9,2	0,1	(4,5)	—	—	4,8
Provisions pour garantie clients	27,4	5,5	(12,7)	—	0,4	20,6
Provisions pour risques douaniers et autres impôts	22,5	1,8	(2,7)	(3,1)	(0,7)	17,8
Autres provisions pour risques et charges	0,4	—	—	—	(0,4)	—
Total provisions long-terme	106,7	15,9	(23,6)	(7,9)	16,5	107,6
TOTAL PROVISIONS	141,3	28,6	(50,0)	(7,9)	16,6	128,6

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des changements de périmètre, les reclassements entre comptes ainsi que les gains ou pertes de change actuariels.

Provisions pour frais de restructuration

En 2012, les reprises sont liées au plan de performance 2010 venant compenser les coûts encourus de l'année (voir note 21).

Provisions pour litige

Le 20 octobre 2006, une procédure a été intentée à l'encontre de Sercel Inc. (une filiale du Groupe CGG), devant les juridictions américaines (*United States District Court for the Eastern District of Texas*). Cette action était fondée sur une supposée contrefaçon par certains équipements d'acquisition sismique de Sercel incluant des composants MEMS (*Micro Electromechanical systems*) d'un brevet détenu par le demandeur. Le 29 janvier 2010, un jury de Texarkana (Texas) a déclaré Sercel Inc. coupable de violation du brevet américain no 5852242, accordant ainsi à ION Geophysical Corporation 25,2 millions de dollars US de dommages au titre du manque à gagner. Sercel a déposé une requête demandant à la Cour d'annuler le verdict du jury pour plusieurs motifs, et notamment le fait qu'ION n'ait pas apporté de preuves irréfutables permettant d'établir que Sercel a porté atteinte au brevet et que le brevet d'ION est lui-même invalide dès lors qu'ION n'a pas décrit dans ledit brevet la meilleure façon de réaliser l'invention.

Le 21 septembre 2010, la cour de Texarkana a rejeté le verdict du jury qui reprochait à Sercel Inc. de contrefaire le brevet américain no 5852242 tel que revendiqué par ION Geophysical. La cour a aussi confirmé le verdict du jury validant le brevet, et admettant son non-respect sur certains autres fondements. La Cour a également conclu que la demande d'indemnisation d'ION pour manque à gagner de 25,2 millions de dollars US n'était pas recevable et a réduit le montant des dommages et intérêts à 10,7 millions de dollars US.

Le 8 mars 2011, Sercel Inc. a émis une obligation de 12,8 millions de dollars (correspondant au montant des dommages plus 20 % d'intérêts) et a lancé une procédure d'appel.

Le 17 février 2012, la Cour fédérale américaine a validé le jugement de la cour du Texas du 16 février 2011 quant au litige portant sur le brevet américain n° 5852242. Une provision d'un montant de 12,8 millions de dollars a été comptabilisée dans les comptes du quatrième trimestre 2011 du Groupe au titre des 10,7 millions de dollars et intérêts relatifs dus à ION.

L'injonction, qui couvre uniquement la technologie Sercel des capteurs digitaux « DSU », est limitée au territoire des Etats-Unis et restera effective jusqu'à la fin du brevet en décembre 2015. Cette injonction n'empêche pas Sercel ou ses clients d'utiliser, fabriquer, vendre ou livrer les produits DSU et SeaRay partout ailleurs dans le monde. Il ne concerne pas non plus les systèmes d'enregistrement 408UL et 428XL que Sercel peut ainsi continuer à promouvoir, vendre et livrer aux Etats-Unis. Plus particulièrement, aux termes de l'injonction, Sercel peut continuer d'offrir à la vente les DSU et SeaRay dans la mesure où la fabrication, la vente ou la livraison des DSU et SeaRay intervient hors des Etats-Unis. Sercel a également réglé à ION un montant de 13 millions de dollars US à titre de dommages et intérêts.

Le second procès relatif au montant des dommages supplémentaires relatifs aux ventes de systèmes SeaRay fabriqués par Sercel à Houston a fait l'objet d'un accord transactionnel entre les parties.

Il n'y a désormais plus de procédure judiciaire en cours à ce titre à l'encontre du Groupe CGG.

Provisions pour garantie clients

Le poste « Provisions pour garantie clients » correspond aux garanties données par Sercel à ses clients externes.

Provisions pour engagements de retraite

Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite sur la base des hypothèses actuarielles suivantes :

- ^ prise en compte de facteurs de rotation du personnel et de mortalité ;
- ^ âge de départ en retraite entre 60 et 65 ans pour la France, 67 ans pour la Norvège ;
- ^ taux d'actualisation et taux moyen d'augmentation des émoluments futurs.

De plus, un régime de retraite complémentaire a été mis en place en décembre 2004 pour les membres du Comité Exécutif et les membres du Directoire de Sercel Holding. Il n'a fait l'objet d'aucun versement en 2012, 2010 et 2009. En 2011, 6,9 millions de dollars US ont été versés.

Au 31 décembre 2012, le montant de la provision pour engagement de retraite nette s'élève à 57,3 millions de dollars US. L'application, à cette date, de l'IAS 19 révisée aurait entraîné une augmentation de la dette nette de 15,9 millions de dollars US, soit une dette ajustée de 73,2 millions de dollars US, principalement liée à la reconnaissance du coût des services passés.

En 2010, la réforme des retraites en France a fait reculer l'âge minimum de départ en retraite (recul de 4 mois par an, pour atteindre 62 ans en 2018). Ce changement a été considéré dans l'évaluation des obligations à prestations définies, et l'impact a été comptabilisé comme une variation actuarielle.

Au 31 décembre 2010, la provision pour engagement de retraite de certaines sociétés norvégiennes a été entièrement reprise suite à une modification de la nature des régimes. Ceci est présenté sur la ligne « effets des réductions/liquidations » dans le tableau ci-dessous.

Les engagements relatifs aux droits accumulés et les provisions constituées au titre de l'ensemble des engagements de retraite du Groupe se présentent comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre			
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)	2009 (retraité)
Éléments enregistrés dans le bilan				
Obligation ^(a)	144,9	115,4	116,8	122,6
Juste valeur des actifs de régime	(72,3)	(63,5)	(61,3)	(56,8)
Obligation nette	72,6	51,9	55,5	65,8
Coût des services passés restant à amortir	(15,9)	(17,1)	(19,2)	(22,2)
Taxes	0,6	0,5	0,3	0,4
Passif net (actif) enregistré dans le bilan	57,3	35,3	36,6	44,1
Éléments enregistrés en résultat de la période				
Charge annuelle des prestations de services	4,4	4,9	4,0	4,3
Charge d'intérêt pour l'exercice	5,6	5,6	5,5	5,7
Rendement attendu des actifs	(3,1)	(3,6)	(3,1)	(2,4)
Amortissement du coût des services passés	1,5	1,7	1,6	1,7
Effets des réductions/liquidations	—	(0,3)	(0,9)	—
Taxes	0,1	0,1	—	0,3
Charge nette de la période	8,5	8,4	7,1	9,6
Variation de la provision enregistrée dans le bilan				
Provision au 1^{er} janvier	35,3	36,6	44,1	35,5
Charge nette de la période	8,5	8,4	7,1	9,6
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global ^(b)	14,4	1,8	—	6,0
Cotisations payées	(1,4)	(7,3)	(6,1)	(7,1)
Païement d'indemnités	(2,3)	(2,9)	(4,4)	(2,4)
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion	2,8	(1,3)	(4,1)	2,5
Provision nette au 31 décembre	57,3	35,3	36,6	44,1

	Au 31 décembre			
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)	2009 (retraité)
<i>(En millions de dollars US)</i>				
Variation de l'obligation				
Obligation au 1^{er} janvier	115,4	116,8	122,6	95,2
Charge annuelle des prestations de services	4,4	4,9	4,0	4,3
Cotisations payées	0,4	1,1	0,4	0,4
Charge d'intérêt pour l'exercice	5,6	5,6	5,5	5,7
Coût des services passés	—	—	—	1,9
Païement d'indemnités	(2,7)	(15,3)	(4,8)	(3,1)
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global	16,0	4,5	2,8	9,3
Effets des réductions/liquidations	—	(0,6)	(5,7)	—
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion	5,8	(1,6)	(8,3)	8,3
Autres	—	—	0,3	0,6
Engagement au titre des droits accumulés au 31 décembre	144,9	115,4	116,8	122,6
Variation des actifs de régime				
Juste valeur des actifs de régime au 1^{er} janvier	63,5	61,3	56,8	39,2
Rendement attendu des actifs	3,1	3,6	3,1	2,4
Cotisations payées	1,8	8,4	6,5	7,5
Païement d'indemnités	(0,4)	(12,4)	(0,4)	(0,6)
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global	1,6	2,7	2,8	3,3
Effets des réductions/liquidations	—	(0,3)	(4,8)	—
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion	3,0	(0,3)	(2,6)	5,0
Autres	(0,3)	0,5	(0,1)	—
Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre ^(c)	72,3	63,5	61,3	56,8
Paramètres de base utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite du Groupe :				
Taux d'actualisation ^(d)	3,00 %	4,75 %	4,75 %	5,25 %
Taux moyen d'augmentation des émoluments futurs ^(e)	3,04 %	2,93 %	2,89 %	3,16 %
Taux moyen de rendement attendu des actifs de couverture ^(f)	4,85 %	4,74 %	5,77 %	5,77 %

(a) En 2012, l'obligation s'élève à 144,9 millions de dollars US, dont 46,9 millions de dollars US pour des plans à prestations définies non couverts (37,1 millions de dollars US en 2011, 39,4 millions de dollars US en 2010 et 43,5 millions de dollars US en 2009).

(b) Au 31 décembre 2012, le total cumulé des pertes actuarielles enregistrées dans les autres éléments du résultat global s'élève à 19,3 millions de dollars US.

(c) Les principales catégories d'actifs exprimées en pourcentage de la juste valeur des actifs de régime sont les suivantes :

	Au 31 décembre			
	2012	2011	2010	2009
Actions	47 %	35 %	45 %	32 %
Obligations	22 %	29 %	50 %	59 %
Immobilier	8 %	4 %	4 %	6 %
Autres	23 %	32 %	1 %	3 %

(d) Le taux d'actualisation pour les entités de la zone euro est de 3,00 %. Il a été déterminé par référence aux taux suivants au 31 décembre 2012 :

- ^ Bloomberg Corporate 15 ans : 2,72% ;
- ^ IBOXX 10 + AA : 2,69 % ;
- ^ IBOXX 10 + AA financier : 2,96 % ;
- ^ IBOXX 10 + AA Non financier : 2,43 %.

Pour les entités hors zone euro, les taux d'actualisation utilisés sont de 4,30% pour le Royaume-Uni, de 3,50 % pour les États-Unis et 2,5 % pour la Norvège.

Une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation entraînerait une diminution de l'obligation de 5,4 millions de dollars US, tandis qu'une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation entraînerait une augmentation de l'obligation de 5,7 millions de dollars US.

(e) Une augmentation de 0,25 % du taux moyen d'augmentation des émoluments futurs entraînerait une augmentation de l'obligation de 3,2 millions de dollars US, tandis qu'une diminution de 0,25 % entraînerait une diminution de l'obligation de 3,1 millions de dollars US.

(f) Les actifs de régime du Groupe sont répartis au Royaume-Uni (95 %), en Norvège (4 %) et en France (1 %). Les taux de rendement attendus sont basés sur les hypothèses de taux de rendement à long terme par classe d'actifs au 31 décembre 2012. Le taux global de rendement attendu est de 4,85 %. Pour le Royaume-Uni, le taux de rendement est de 6,0 % sur les actions, 6,0 % sur l'immobilier, 4,1 % sur les obligations, et 3,0 % sur la catégorie autres.

Les actifs de régime du Groupe sont principalement placés en actions, obligations et cash. Les écarts actuariels d'expérience sur les actifs de régime correspondent à la différence entre les rendements réels des actifs et les rendements attendus des actifs (1,6 million de dollars US en 2012, 2,7 millions de dollars US en 2011, 2,8 millions de dollars US en 2010, et 3,3 millions de dollars US en 2009). Une diminution de 0,25 % du taux de rendement des actifs entraînerait une diminution du rendement des actifs en 2013 de 0,2 million de dollars US. Le rendement réel des actifs en 2012 s'élève à 4,7 millions de dollars US, qui se décomposent en 3,1 millions de dollars US de rendement attendu et 1,6 million de dollars US d'écarts actuariels d'expérience.

Les cotisations à verser en 2013 sont estimées à 1,5 million de dollars US.

NOTE 17 AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Le détail des autres passifs non-courants se présente comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Dépôts et garanties reçus	-	4,4	2,6
Subventions d'État à la recherche	5,5	6,7	7,1
Intéressement des salariés	41,1	38,7	36,6
AUTRES PASSIFS NON COURANTS	46,6	49,8	46,3

NOTE 18 ENGAGEMENTS AU TITRE D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES, ENGAGEMENTS HORS BILAN ET RISQUES

Les obligations contractuelles du Groupe sont présentées dans le tableau suivant :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Obligations liées aux dettes financières	3 013,5	2 606,8	2 429,6
Obligations issues des locations-financements	136,6	170,8	202,6
Obligations issues des locations simples ^(a)	1 174,3	1 100,3	1 295,4
TOTAL	4 324,4	3 877,9	3 927,6

(a) Y compris 898,3 millions de dollars US relatifs aux contrats d'affrètement « coque nue » des navires sismiques en 2012, 863,5 millions de dollars US en 2011 et 844,1 millions de dollars US en 2010.

Le tableau suivant présente sur les périodes à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 décembre 2012 :

(En millions de dollars US)	Paiements dus par période					Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans		
Obligations liées aux dettes financières :						
Remboursements dettes à taux fixe	3,7	1,8	1 200,9	1 086,6		2 293,0
Remboursements dettes à taux variable ^(a)	11,0	18,3	6,1	-		35,4
Intérêts sur emprunts obligataires	121,9	242,6	163,8	156,8		685,1
Total obligations liées aux dettes financières	136,6	262,7	1 370,8	1 243,4		3 013,5
Obligations issues des locations-financements :						
Obligations issues des locations-financements à taux fixe	16,6	28,0	28,0	57,6		130,2
Obligations issues des locations-financements à taux variable	6,4	-	-	-		6,4
Total obligations issues des locations-financements	23,0	28,0	28,0	57,6		136,6
Obligations issues des locations simples ^(b) :						
Contrats d'affrètement coque nue des navires	166,0	243,5	223,4	265,4		898,3
Obligations issues des locations simples	60,8	84,1	62,7	68,4		276,0
Total obligations issues des locations simples	226,8	327,6	286,1	333,8		1 174,3
TOTAL OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ^(c)	386,4	618,3	1 684,9	1 634,8		4 324,4

(a) Les paiements futurs sont déterminés sur la base des taux variables en vigueur au 31 décembre 2012.

(b) Inclut le contrat marine d'une durée de 5 ans signé avec Bourbon pour six nouveaux navires.

(c) Les paiements futurs en devises sont convertis en dollars sur la base des taux de change du 31 décembre 2012.

Obligations contractuelles — locations-financements

Le Groupe a des engagements sur des contrats long-terme concernant principalement des terrains, bâtiments et équipements géophysiques. Les dates d'expiration de ces différents contrats de crédit-bail s'étendent entre une et les douze prochaines années.

Au 31 décembre 2012, la réconciliation entre les obligations issues des locations-financements et les dettes de crédit-bail se présente comme suit :

(En millions de dollars US)	Moins d'un an	1-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Obligations issues des locations-financements	23,0	56,0	57,6	136,6
Effet de l'actualisation	(6,6)	(20,6)	(13,2)	(40,4)
Option d'achat du nouveau siège	—	—	34,7	34,7
DETTES DE LOCATIONS-FINANCEMENTS (VOIR NOTE 13)	16,4	35,4	79,1	130,9

Obligations contractuelles — locations simples

Les contrats de locations simples correspondent principalement aux contrats d'affrètement « coque nue » des navires sismiques, aux équipements géophysiques et aux bureaux et matériels informatiques.

Le coût total des locations est de 466,1 millions de dollars US en 2012, 445,6 millions de dollars US en 2011 et 586,4 millions de dollars US en 2010.

Contrats de crédit

Voir note 13.

Garanties

Les garanties émises sont les suivantes :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Opérations			
Garanties émises en faveur des clients ^(a)	720,2	577,0	405,9
Autres garanties et divers engagements ^(b)	184,2	220,5	180,5
Financement			
Garanties émises en faveur des banques ^(c)	3,9	3,4	24,1
TOTAL	908,3	800,9	610,5

(a) Les garanties en faveur des clients concernent principalement des cautions données dans le cadre d'appels d'offres ou de la réalisation de contrats.

(b) Liées essentiellement à des garanties données en faveur des douanes et des administrations locales dans des filiales étrangères et sociétés liées.

(c) Les garanties en faveur des banques concernent principalement la mise en place de lignes de découverts bancaires.

En décembre 2011, le contrat d'affrètement du navire *Elnusa Finder*, d'une durée de 8 ans, a été transféré à la joint-venture PT Elnusa-CGGVeritas Seismic. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe a émis une garantie au profit du propriétaire du navire (Swire Pacific Offshore) à hauteur de l'engagement, estimé à 62 millions d'euros. Cette garantie a fait l'objet d'une contre-garantie émise par notre partenaire PT Elnusa Tbk à hauteur de sa participation dans la joint-venture. Le 13 juillet 2012, le contrat d'affrètement du navire a été retransféré à la société Exploration Investment Ressources II, filiale consolidée par intégration globale. Le navire a été renommé *Pacific Finder*.

Les échéances concernant les engagements donnés dans le cadre de l'activité sont présentées dans le tableau suivant :

(En millions de dollars US)	France				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	
Opérations					
Garanties émises en faveur des clients	640,4	75,1	4,5	0,2	720,2
Autres garanties et divers engagements	73,9	22,5	6,8	81,0	184,2
Financement					
Garanties émises en faveur des banques	1,7	-	2,2	-	3,9
TOTAL	716,0	97,6	13,5	81,2	908,3

Autres

Au cours de l'année 2012 les éléments suivants sont intervenus :

^ *Oceanic Champion* : extension signée le 30 mars 2012 du contrat d'affrètement pour une durée de 6 mois jusqu'en juin 2020 ;

^ *Venturer* : extension signée le 27 juin 2012 du contrat d'affrètement d'une année jusqu'en décembre 2013 ;

^ *Bergen Surveyor* : extension signée le 3 juillet 2012 du contrat d'affrètement jusqu'en décembre 2013 avec deux options d'extension complémentaires d'une année ;

^ *Pacific Finder* : transfert le 13 juillet 2012 du contrat d'affrètement à la société Exploration Investment Ressources II AS pour une durée allant jusqu'en mars 2019 avec une option d'extension de 8 années complémentaire et une option d'achat.

Le 28 juin 2011, un contrat d'affrètement de cinq ans a été signé avec le groupe Bourbon pour six nouveaux navires de support et d'assistance à nos opérations sismiques. Ces nouveaux navires seront livrés à partir de début 2013.

Il n'existe pas d'engagement hors bilan significatif non décrit ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

Litiges et autres risques

Le Groupe est défendeur dans des litiges liés à l'activité courante. L'issue de ces procès et actions en responsabilité n'est pas connue à ce jour. Le Groupe estime que les éventuels coûts en résultant, compensés par les indemnités d'assurance ou autres remboursements, ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats consolidés ou sur sa position financière.

Demandes d'informations du Bureau of Industry and Security du Département du Commerce américain

Afin de fournir des réponses précises et complètes à des demandes d'informations formulées récemment par des représentants du *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du Commerce américain, nous avons procédé à une revue des circonstances entourant certaines expéditions faites à destination de nos navires opérant dans les eaux cubaines ou à leur proximité. Au cours de cette revue, nous avons découvert que, en dépit des précautions que nous avons prises, certaines expéditions pouvaient ne pas avoir été effectuées dans le respect de nos procédures internes et avoir potentiellement violé la réglementation américaine relative aux exportations et embargos commerciaux. Nous avons fourni au BIS l'ensemble des informations requises à ce jour et coopérons pleinement avec l'Administration. Nous avons, en outre, informé de façon volontaire l'*US Office of Foreign Assets Control*.

Le Groupe estime que les éventuels coûts en résultant ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats ou sur sa situation financière.

NOTE 19 ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de *reporting* interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Le Groupe est organisé depuis le 1^{er} juillet 2010 en cinq Divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

^ le secteur des Services géophysiques, qui regroupe :

- » les « contrats Marine » : services d'acquisitions marines menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique,
- » les « contrats Terrestre » : services d'acquisitions terrestres, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique,
- » le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non exclusifs) ou dédiés (à un client),
- » les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;

^ le secteur des Équipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation, et présentés comme suit : (i) le résultat d'exploitation pour le secteur des Services est présenté après élimination des dépenses d'amortissement correspondantes aux dépenses en immobilisation entre le secteur des Équipements et celui des Services ; (ii) les dépenses en immobilisation du secteur des Services sont présentées après élimination de la marge intersecteur.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « éliminations et ajustements » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité, dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et où la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les passifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les passifs non affectés aux activités et ceux du siège sont principalement relatifs aux dettes financières.

Les deux plus importants clients du Groupe contribuent en 2012 pour respectivement 7,1 % et 5,8 % au chiffre d'affaires consolidé. Ils contribuaient respectivement pour 13,0 % et 3,0 % en 2011 et 6,9 % et 6,0 % en 2010.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les actifs identifiables par secteur d'activité ainsi que le chiffre d'affaires par destination et zone géographique.

Analyse par secteur d'activité

2012

(En millions de dollars US)	Services	Équipements	Éliminations et ajustements	Total consolidé
Chiffre d'affaires tiers	2 456,8	953,7	—	3 410,5
Chiffre d'affaires intersecteur	1,5	250,6	(252,1)	—
Chiffre d'affaires total	2 458,3	1 204,3	(252,1)	3 410,5
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(294,7)	(43,3)	(30,0)	(368,0)
Dotation aux amortissements multi-clients	(340,9)	—	—	(340,9)
Résultat d'exploitation	131,0	380,4	(182,3) ^(a)	329,1
Résultat des sociétés mises en équivalence ^(b)	37,4	—	—	37,4
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) ^(c)	329,4	44,1	—	373,5
Acquisition en trésorerie multi-clients	363,8	—	—	363,8
Investissements dans sociétés mises en équivalence	21,7	—	—	21,7
Actifs identifiables	6 444,9 ^(d)	1 701,0	(1 465,1)	6 680,8
Actifs non affectés aux activités				1 652,0
Total actifs				8 332,8
dont sociétés mises en équivalences				124,5
Passifs identifiables	2 016,9	354,8	(743,4)	1 628,3
Passifs non affectés aux activités				2 112,6
TOTAL PASSIFS				3 740,9

(a) Y compris des frais de siège s'élevant à 53,8 millions de dollars US pour l'année 2012.

(b) Y compris 49,2 millions de dollars US de résultat opérationnel pour l'année 2012

(c) Y compris des équipements acquis en crédit-bail pour 2,8 millions de dollars US, des coûts de développement capitalisés pour le secteur des services de 19,4 millions de dollars US et des coûts de développement capitalisés pour le secteur des équipements de 9,7 millions de dollars US pour l'année 2012.

(d) Y compris des actifs nets correspondant à nos activités en eaux peu profondes et à nos activités d'acquisition sismique en fonds marins réalisées à l'aide de câbles (Ocean bottom cable « OBC »), reclassés en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 376,4 millions de dollars US en 2012 (voir Note 5).

2011 (retraité)

(En millions de dollars US)	Services	Équipements	Éliminations et ajustements	Total consolidé
Chiffre d'affaires tiers	2 289,5	891,4	—	3 180,9
Chiffre d'affaires intersecteur	1,5	250,6	(252,1)	—
Chiffre d'affaires total	2 291,0	1 142,0	(252,1)	3 180,9
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(294,3)	(51,1)	1,7	(343,7)
Dotation aux amortissements multi-clients	(285,3)	—	—	(285,3)
Résultat d'exploitation	8,5	354,0	(157,0) ^(a)	205,5
Résultat des sociétés mises en équivalence ^(b)	16,4	—	—	16,4
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) ^(c)	369,7	27,1	—	396,8
Acquisition en trésorerie multi-clients	203,2	—	—	203,2
Investissements dans sociétés mises en équivalence	36,1	—	—	36,1
Actifs identifiables	5 710,1	1 476,6	(665,0)	6 521,7
Actifs non affectés aux activités				669,8
TOTAL ACTIFS				7 191,5
dont sociétés mises en équivalences				131,7
Passifs identifiables	1 829,3	391,8	(627,4)	1 593,7
Passifs non affectés aux activités				1 705,4
TOTAL PASSIFS				3 299,1

(a) Y compris des frais de siège s'élevant à 57,4 millions de dollars US pour l'année 2011.

(b) Y compris 17,4 millions de dollars US de résultat opérationnel pour l'année 2011.

(c) Y compris des équipements acquis en crédit-bail pour 29,1 millions de dollars US, des coûts de développement capitalisés pour le secteur des services de 18,0 millions de dollars US et des coûts de développement capitalisés pour le secteur des équipements de 5,0 millions de dollars US pour l'année 2011.

2010 (retraité)

(En millions de dollars US)	Services	Équipements	Éliminations et ajustements	Total consolidé
Chiffre d'affaires tiers	2 082,9	821,4	—	2 904,3
Chiffre d'affaires intersecteur	0,9	178,2	(178,2)	—
Chiffre d'affaires total	2 083,8	999,6	(178,2)	2 904,3
Dotation aux amortissements (hors multi-clients) ^(a)	(267,1)	(47,3)	(1,9)	(316,3)
Dotation aux amortissements multi-clients ^(b)	(367,2)	—	—	(367,2)
Résultat d'exploitation	(91,5)	287,4	(108,5) ^(c)	87,4
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,5)	(0,5)	—	(1,0)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) ^(d)	361,8	38,2	—	400,0
Acquisition en trésorerie multi-clients	259,6	—	—	259,6
Investissements dans sociétés mises en équivalence	8,6	—	—	1,6
Actifs identifiables	5 780,4	1 171,6	(389,5)	6 562,5
Actifs non affectés aux activités				553,7
Total actifs				7 116,2
dont sociétés mises en équivalences				98,6
Passifs identifiables	1 620,9	278,1	(360,0)	1 539,0
Passifs non affectés aux activités				1 742,0
TOTAL PASSIFS				3 281,0

(a) Y compris une reprise nette de dépréciation de navires et d'équipements pour un montant de 11 millions de dollars US pour l'année 2010 (note 21).

(b) Y compris la dépréciation d'études multi-clients pour un montant de 93,6 millions de dollars US (note 10)

(c) Y compris des frais de siège s'élevant à 47,7 millions de dollars US pour l'année 2010.

(d) Y compris des équipements acquis en crédit-bail pour 116,5 millions de dollars US, des coûts de développement capitalisés pour le secteur des services de 27,9 millions de dollars US et des coûts de développement capitalisés pour le secteur des équipements de 3,2 millions de dollars US pour l'année 2010.

Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique (de destination)

(En millions de dollars US)	2012		2011 (retraité)		2010 (retraité)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	730,3	21,4 %	704,8	22,2 %	776,8	26,7 %
Amérique latine	499,7	14,7 %	641,0	20,2 %	393,6	13,6 %
Europe, Afrique et Moyen-Orient	1 245,8	36,5 %	1 134,5	35,6 %	1 151,2	39,6 %
Asie-Pacifique	934,7	27,4 %	700,6	22,0 %	582,7	20,1 %
TOTAL CONSOLIDÉ	3 410,5	100 %	3 180,9	100 %	2 904,3	100 %

Le chiffre d'affaires de la France est nul pour l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Analyse du chiffre d'affaires par catégorie

(En millions de dollars US)	2012		2011 (retraité)		2010 (retraité)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Ventes de biens et équipements	913,4	26,8 %	857,2	27,0 %	779,1	26,8 %
Ventes de prestations de services ^(a)	2 281,0	67,2 %	1 962,7	61,7 %	1 812,9	62,4 %
Après-ventes d'études multi-clients	208,0	5,8 %	334,9	10,5 %	287,4	9,9 %
Loyers et locations	8,1	0,2 %	26,1	0,8 %	24,9	0,9 %
TOTAL CONSOLIDÉ	3 410,5	100 %	3 180,9	100 %	2 904,3	100 %

(a) Inclus les services rendus et les royalties.

NOTE 20 COÛTS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement s'analysent de la manière suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Frais de recherche et développement	(135,1)	(117,2)	(123,7)
Frais de développement capitalisés	29,1	23,0	31,1
Dépenses de recherche et développement	(106,0)	(94,2)	(92,6)
Aide à la recherche constatée en résultat	13,2	17,2	16,9
COÛTS NETS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	(92,8)	(77,0)	(75,7)

Les coûts de recherche et développement se rapportent principalement :

- ^ pour les Services géophysiques, à des projets rattachés aux activités Traitement et Acquisition Marine ;
- ^ pour les Équipements géophysiques, à des projets relatifs aux systèmes d'enregistrement.

NOTE 21 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
(Dépréciation) reprise de dépréciation des études multi-clients	—	—	(93,6)
(Dépréciation) reprise de dépréciation d'actifs	(30,0)	—	11,0
Charges de restructuration	(6,9)	(21,8)	(33,8)
Variation des provisions pour restructuration	6,1	24,4	7,8
Autres produits (charges) non récurrents	(6,1)	3,3	(5,8)
Éléments non récurrents nets	(36,9)	5,9	(114,4)
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture	0,8	4,8	(3,6)
Plus (moins) valeurs sur cessions d'actifs	9,4	23,6	—
TOTAL AUTRES PRODUITS (CHARGES) NET	(26,7)	34,3	(118,0)

Exercice clos le 31 décembre 2012

Plan de performance 2012

En 2012, le Groupe a décaissé 6,9 millions de dollars US au titre du plan de performance 2010. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Plus ou moins-values sur cessions d'actifs

En 2012, les plus-values sur cessions d'actifs comprennent une plus value d'un montant de 15,0 millions de dollars US provenant de la vente des titres Spectrum. Un gain de 6,1 millions de dollars US a également été réalisé lors de l'apport du navire sismique *Amadeus* à notre joint-venture vietnamienne avec PTSC au cours du 1er trimestre (voir note 2).

Ce poste inclut également la mise au rebut de matériel géophysique pour un montant de 10,6 millions de dollars US.

Autres produits (charges) non récurrents

Ce poste inclut les frais engagés dans le cadre de l'acquisition de la Division Geoscience de Fugro pour un montant de 6,3 millions de dollars US. Une dépréciation d'un montant 30 millions de dollars US relative à la marque Veritas a également été constituée suite à la décision de changement du nom du groupe.

Exercice clos le 31 décembre 2011

Plan de performance 2011

En 2011, le Groupe a décaissé 20,9 millions de dollars US au titre du plan de performance 2010. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Plus ou moins-values sur cessions d'actifs

En 2011, les plus-values sur les actifs comprennent la plus-value d'un montant de 10,9 millions de dollars US provenant de la cession d'actifs à Norfield AS. Un gain de 18,8 millions de dollars US a également été réalisé lors de l'apport de notre bibliothèque multi-clients marine 2D à Spectrum ASA, ainsi qu'un gain de 4,2 millions de dollars US lors de la vente des actions Cybernetix (voir note 2).

Ce poste inclut également des sorties d'actifs principalement liées à des incidents impliquant nos navires sismiques (6,7 millions de dollars US). Les indemnités correspondantes perçues des assurances d'un montant de 4,2 millions de dollars US sont présentées en « autres produits (charges) non récurrents ».

Exercice clos le 31 décembre 2010

Plan de performance 2010

Comme annoncé le 16 décembre 2010, le Groupe a mis en œuvre un plan de performance qui a conduit à comptabiliser des coûts de restructuration pour un total de 37,3 millions de dollars US, répartis comme suit :

- ^ des dépréciations de navires et d'équipements pour un montant de 5,2 millions de dollars US ;
- ^ des coûts de désarmement estimés à 19,9 millions de dollars US provisionnés au 31 décembre 2010 ;
- ^ les coûts relatifs au plan social pour 12,2 millions de dollars US, dont 9,8 millions de dollars US restent provisionnés au 31 décembre 2010.

Une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 93,6 millions de dollars US a été comptabilisée sur les études multi-clients en raison des conditions de marché spécifiques au Canada et dans le Golfe du Mexique.

Au total, le plan de performance et la dépréciation exceptionnelle se sont élevés à 130,9 millions de dollars US.

Plan de restructuration Marine 2009

En 2010, le Groupe a décaissé environ 30,5 millions de dollars US au titre du plan de restructuration Marine de 2009. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Autres

Dans le cadre de la transaction Norfield (voir note 30), la reprise d'une dépréciation relative au navire sismique *Venturer* a été comptabilisée pour un montant de 12,4 millions de dollars US, ainsi que des coûts additionnels pour 4,5 millions de dollars US.

NOTE 22 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net inclut l'ensemble des charges relatives aux dettes financières (celles-ci incluant les emprunts obligataires, les prêts et découverts bancaires, les contrats de crédit-bail), net des produits financiers provenant des dépôts bancaires et valeurs mobilières de placement.

Le coût de l'endettement financier s'analyse comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Charges d'intérêt relatives aux dettes financières	(151,5)	(149,0)	(135,6)
Amortissement des frais d'émission des emprunts	(7,5)	(28,2)	(7,7)
Produits financiers sur dépôts bancaires et valeurs mobilières de placement	2,3	2,7	3,2
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(156,7)	(174,5)	(140,1)

Le 20 novembre 2012, CGGVeritas a procédé à l'émission de 11 200 995 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1^{er} janvier 2019, d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission a été affecté au financement de l'acquisition de la division Geoscience (hors librairie multi-clients et OBN) de Fugro.

Le 1^{er} mars 2011, le Groupe avait remboursé 460 millions de dollars US sur les 530 millions de l'emprunt obligataire portant intérêt à 7 1/2 % et à échéance 2015. Le 30 juin 2011, le Groupe avait remboursé les 70 millions de dollars US restants. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 6,2 millions de dollars US avait été comptabilisé sur l'exercice.

Le 2 juin 2011, le Groupe avait remboursé intégralement les 508 millions de dollars US de la ligne de crédit *Term Loan B* en émettant un emprunt obligataire à échéance 2021. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 15,4 millions de dollars US avait été comptabilisé sur l'exercice.

NOTE 23 AUTRES PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS

Les autres produits et autres charges financiers se décomposent de la manière suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Gains et pertes de change, nets	0,7	21,9	13,8
Autres produits (charges) financiers nets	(20,4)	(21,1)	(2,6)
AUTRES PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS NETS	(19,7)	0,8	11,2

En 2012, les autres charges financières comprennent les coûts d'un prêt relais de 12 millions de dollars US, mis en place initialement pour financer une partie de l'acquisition de la Division Geoscience de Fugro (voir note 2).

NOTE 24 IMPÔTS

Le produit (charge) d'impôt total se détaille ainsi :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
France			
Charge courante	(9,9)	(13,2)	—
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures ^(a)	3,9	(10,2)	—
Impôts différés — différences temporelles nées sur l'exercice	(6,8)	(9,0)	17,0
Impôts différés reconnus dans la période pour les périodes antérieures ^(b)	(18,6)	66,1	37,9
Total France	(31,4)	33,7	54,9
Étranger			
Charge courante ^(c)	(107,7)	(117,5)	(99,0)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures ^(d)	0,1	(4,6)	(26,1)
Impôts différés — différences temporelles nées sur l'exercice	42,5	34,1	50,5
Impôts différés reconnus dans la période pour les périodes antérieures ^(e)	(8,1)	(5,8)	10,6
Impôts différés sur variations de change	5,9	(2,4)	(8,8)
Total Étranger	(67,3)	(96,2)	(72,8)
PRODUIT (CHARGE) D'IMPÔT TOTAL	(98,7)	(62,5)	(17,9)

(a) En 2012, correspond aux ajustements fiscaux relatifs au crédit d'impôt recherche et à la retenue à la source du groupe fiscal français au titre de 2010-2011. En 2011, correspondait aux ajustements fiscaux relatifs au crédit d'impôt recherche au titre de 2004-2007.

(b) En 2012, comprend une reprise d'impôt différé actif de 14,5 millions de dollars US liée à la correction du déficit du groupe fiscal français suite à un ajustement du carry back et du crédit d'impôt recherche. En 2011, comprenait un impôt différé actif de 73,0 millions de dollars US reconnu sur le montant résiduel des déficits reportables du groupe fiscal français, sur la base d'une nouvelle planification fiscale 2012-2015. En 2010, comprenait un impôt différé actif de 55,3 millions de dollars US reconnu sur une partie des déficits reportables du groupe fiscal français, sur la base de la planification fiscale sur 2011-2013.

(c) Comprend les retenues à la source.

(d) En 2011 et 2010, correspondait aux corrections d'impôts antérieures principalement liées à l'audit fiscal de la Libye.

(e) En 2012, correspond à la correction des amortissements fiscaux sur immobilisations corporelles dans les entités américaines. En 2011, comprenait les corrections négatives antérieures réfutées d'un montant de 6,6 millions de dollars US sur l'activation des déficits reportables de la Norvège. En 2010, comprenait l'activation de déficits reportables antérieurs de la Norvège et du Mexique.

CGGVeritas SA et ses filiales calculent l'impôt sur les bénéfices conformément aux législations fiscales des nombreux pays où le Groupe opère. Les régimes fiscaux et les taux d'impôt en vigueur varient largement d'une législation à l'autre. À l'étranger, l'impôt sur le bénéfice est souvent calculé sur la base d'un résultat estimé et exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, tel que défini par les autorités fiscales locales.

La grande mobilité de l'activité d'acquisition de données sismiques ne permet pas de considérer que la charge d'impôt de l'exercice est indicatrice de la charge d'impôt relative aux exercices futurs.

La réconciliation entre le produit (charge) d'impôt dans le compte de résultat et le produit (charge) d'impôt théorique est présentée ci-dessous :

(En millions de dollars US)	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Résultat net consolidé	91,4	(14,3)	(60,4)
Impôts sur les bénéfices	(98,7)	(62,5)	(17,9)
Résultat avant impôt	190,1	48,2	(42,5)
Différences sur les bases imposables :			
Résultat des mises en équivalence	(37,4)	(16,4)	1,0
Base imposable théorique	152,7	31,8	(41,5)
Taux d'impôt applicable en France	36,10%	36,10 %	34,43 %
Impôt théorique	(55,1)	(11,5)	14,3
Différences sur les impôts :			
Écarts de taux entre le taux français et les taux étrangers	26,1	1,0	24,7
Quote-part de frais et charges sur dividendes	(1,5)	(5,3)	(5,3)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures	4,0	(14,9)	(26,1)
Ajustements sur la charge d'impôt différé reconnue dans la période pour les périodes antérieures ^(a)	(26,7)	59,8	48,5
Autres différences permanentes ^(b)	(33,1)	(50,7)	(61,2)
Impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice du groupe d'intégration fiscale français	—	—	—
Impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice de sociétés étrangères ^(c)	(12,4)	(27,1)	(21,5)
Impôts différés non reconnus en résultat sur les exercices antérieurs	0,7	10,0	14,5
Impôt courant et différé sur le résultat d'Argas (mise en équivalence) ^(d)	(6,1)	(1,4)	(1,1)
Impôt différé sur les effets de variation de taux de change ^(e)	5,9	(4,6)	(8,8)
Impôt courant et différé sur les résultats soumis au système de taxe au tonnage norvégien et autres pays où le taux d'impôt est nul	(0,5)	—	1,3
Autres ^(f)	—	(17,8)	2,8
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(98,7)	(62,5)	(17,9)

(a) En 2012, comprend une reprise d'impôt différé actif de 14,5 millions de dollars US liée à la correction du déficit du groupe fiscal français suite à l'ajustement du carry back et du crédit d'impôt recherche. En 2011, comprenait un impôt différé actif de 73,0 millions de dollars US reconnu sur le montant résiduel des déficits reportables du groupe fiscal français. En 2010, comprenait un impôt différé actif de 55,3 millions de dollars US reconnu sur une partie des déficits reportables du groupe fiscal français.

(b) Correspond principalement aux retenues à la source.

(c) Correspond à l'impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice de certains pays compte tenu des incertitudes à court et moyen terme.

(d) CGGVeritas, en tant qu'actionnaire d'Argas, est directement redevable à hauteur de sa quote-part de l'impôt sur les bénéfices d'Argas en Arabie Saoudite.

(e) Correspond à la variation de taux de change liée à la conversion en monnaie fonctionnelle des comptes des entités françaises et norvégiennes.

(f) En 2011, comprenait l'impact de la réintégration fiscale de 10 % du montant de la plus-value sur cession de titres de participation.

Déficits fiscaux reportables

Les reports déficitaires utilisables et non activés au 31 décembre 2012 s'élèvent à 169,5 millions de dollars US.

Ils viendront à échéance selon le calendrier suivant :

(En millions de dollars US)	France	Étranger
2013	—	6,6
2014 et au-delà	—	102,8
Utilisables sans limite	—	60,1
TOTAL	—	169,5

Le Groupe provisionne les actifs d'impôt différé nets sur les pertes reportables des entités avec un historique de pertes récurrentes, sans perspective probable d'utilisation de ces déficits ou pour lesquels il existe un litige avec l'administration fiscale.

Impôts différés actifs et passifs

Les impôts différés actifs et passifs se présentent comme suit :

(En millions de dollars US)	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Reports fiscaux déficitaires activés	137,7	143,0	100,6
Impôts différés actifs relatifs aux différences temporelles	33,7	45,8	80,3
Total impôts différés actifs	171,4	188,8	180,9
Impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles	111,9	110,8	155,9
Total impôts différés passifs	111,9	110,8	155,9
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS, NET	59,5	78,0	25,0

Les impôts différés actifs et passifs nets se réconcilient de la façon suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Provisions non déductibles (y compris provisions pour retraite et participation)	5,4	53,6	56,4
Immobilisations corporelles	100,0	68,3	61,3
Effets des variations des taux de change non reconnus en résultat	(2,2)	(5,3)	(3,6)
Études multi-clients (y compris revenus différés)	(86,5)	(50,2)	(82,2)
Actifs réévalués dans le cadre d'une acquisition	(57,1)	(78,3)	(80,6)
Coûts de développement capitalisés	(15,1)	(11,5)	(11,1)
Autres revenus différés	(10,1)	(14,2)	(13,4)
Emprunts convertibles et autres instruments financiers	(60,9)	(32,0)	(0,3)
Autres	48,3	4,6	(2,1)
Total impôts différés actifs (passifs) nets des impôts différés passifs (actifs) sur différences temporelles	(78,2)	(65,0)	(75,6)
Reports fiscaux déficitaires activés	137,7	143,0	100,6
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS) NETS DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS (ACTIFS)	59,5	78,0	25,0

Au 31 décembre 2012, les impôts différés actifs (passifs) par groupe fiscal se présentent de la façon suivante :

(En millions de dollars US)	France	Pays-Bas	Norvège	États-Unis	Autre	Total
Impôts différés actifs nets (passifs) sur différences temporelles	(93,6)	81,3	10,4	(84,9)	8,6	(78,2)
Impôts différés actifs sur report déficitaires activés	94,4	—	15,4	—	27,9	137,7
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS)	0,8	81,3	25,8	(84,9)	36,5	59,5

Les impôts différés sur les déficits reportables du groupe fiscal français à fin 2012 sont reconnus sur la base d'une planification fiscale 2013-2017.

Les impôts différés reconnus sur les déficits fiscaux sont indéfiniment recouvrables.

Contrôles fiscaux et litiges

France

Le contrôle fiscal des sociétés Sercel SA et Sercel Holding SA par l'administration fiscale française portant sur les exercices 2008, 2009 et 2010 a été terminé sans aucune incidence significative.

Le contrôle fiscal de la société CGGVeritas Services SA portant sur les exercices 2010 et 2011 a démarré fin 2012. Le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif.

États-Unis

Le contrôle fiscal de la société CGGVeritas Holding (US) Inc. portant sur l'exercice 2007 a été étendu aux exercices 2008-2011 avec un périmètre d'audit limité. La vérification a été conclue sur place, et le Groupe a reçu les conclusions, qui pourraient se traduire par un remboursement après révision des imputations des crédits d'impôts.

Un contrôle fiscal de Sercel (US) Inc. portant sur les exercices 2010 s'est achevé sans redressement significatif.

Le redressement proposé dans le cadre du contrôle fiscal de CGG Americas portant sur les exercices 2006 et 2007 est contesté par le Groupe. Il n'est pas attendu de conséquences significatives. Toutes les requêtes, les motions, les objections et les réfutations ont été remplies courant 2012 et une décision de la cours est attendue pour 2013.

CGGVeritas Holding (US) Inc. a reçu un avis de redressement d'un montant de 3,2 millions de dollars US au titre de la taxe de l'État du Texas concernant les exercices 2007 et 2008. Le Groupe contestera cette position devant la Cour Civile et n'attend aucun impact significatif.

Brésil

La municipalité de Rio de Janeiro (Brésil) a réclamé 63 millions de dollars US à Veritas do Brazil et 39,1 millions de dollars US à CGG do Brazil au titre de la taxe sur les services (ISS) pour les années 2001 à 2008, ce que le Groupe a contesté.

La Cour d'Appel a rendu des décisions en faveur de Veritas Do Brazil en août 2011 et mai 2012. La municipalité a fait appel de la décision auprès de la Cour Suprême en juin 2012, et Veritas Do Brazil a présenté son mémoire en défense en août 2012.

En novembre 2011, la Cour administrative a annulé le redressement notifié à CGG do Brazil. La municipalité de Rio a fait appel. La décision a été confirmée en appel en septembre 2012. La municipalité n'a plus de droits de recours et le dossier a été clôturé.

Moyen-Orient

En Égypte, les négociations avec les autorités fiscales concernant les 23 millions de dollars US d'impôts réclamés sur le chiffre d'affaires passé, sans déduction des charges encourues, n'ont abouti à aucune nouvelle décision en 2012. Le jugement du Groupe est que ce litige ne devrait pas avoir de conséquences significatives.

Inde

Le Groupe est en litige avec l'administration fiscale indienne sur les règles spécifiques régissant toute activité connexe à l'exploration pétrolière (soumis à une retenue à la source de 4,2 %) pour les années 2006 à 2009. L'administration fiscale indienne a en effet modifié son interprétation en imposant une retenue à la source de 10 % sans qu'aucun texte officiel n'ait été publié. L'ensemble du secteur sismique est concerné, et ce dossier doit être présenté devant la Cour Suprême indienne.

En janvier 2012, le *Delhi Income Tax Appellate Tribunal* a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGG a fait appel de cette décision auprès de la *Nainital High Court*.

Néanmoins, en décembre 2012, dans le cadre d'un litige similaire au notre, la Cour Suprême de Delhi a rendu un jugement en faveur d'une société sismique. Ce jugement atteste officiellement que les activités sismiques sont assujetties au régime spécifique abstraction faite du cadre légal régissant l'exercice de ces activités sur le territoire indien.

Le jugement du Groupe est que ce litige ne devrait pas avoir de conséquences significatives.

NOTE 25 EFFECTIFS DU GROUPE

La ventilation des effectifs du Groupe est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Personnel statut France Services Géophysiques	1 034	961	955
Personnel statut France Équipements	895	867	830
Personnel contrat local	5 631	5 370	5 479
TOTAL EFFECTIFS	7 560	7 198	7 264
<i>dont personnel terrain :</i>	<i>1 500</i>	<i>1 476</i>	<i>1 531</i>

Le total des coûts de personnel employé s'élevait à 911,5 millions de dollars US en 2012, 905,8 millions de dollars US en 2011 et 827,2 millions de dollars US en 2010.

NOTE 26 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants (y compris le Président du Conseil d'administration pour 2012, 2011 et 2010, le Directeur Général du Groupe depuis le 1^{er} juillet 2010) est la suivante :

(En dollars US)	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Avantages court terme ⁽¹⁾	8 337 564	10 354 542	4 997 957
Jetons de présence	941 700	1 024 561	850 838
Avantages postérieurs à l'emploi — retraite ⁽²⁾	62 293	79 388	137 385
Avantages postérieurs à l'emploi — retraite complémentaire ⁽³⁾	1 629 592	1 664 455	1 965 659
Rémunération en actions ⁽⁴⁾	7 254 272	6 834 400	9 145 936

(1) *Hors charges patronales.*

(2) *Coût des services rendus et charge d'intérêt.*

(3) *Coût des services rendus, charge d'intérêt et amortissement du coût des services passés du plan de retraite complémentaire mis en place fin 2004.*

(4) *Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options sur titres et des plans d'actions gratuites sous conditions de performance.*

Indemnité contractuelle en cas de cessation de mandat social

Le Conseil d'administration du 10 mai 2012 a renouvelé les termes et conditions des avantages consentis à M. Jean-Georges MALCOR en cas de cessation de son mandat social. Ces avantages devront être soumis à la ratification de l'Assemblée Générale du 3 mai 2013.

M. Jean-Georges MALCOR ne bénéficie d'une indemnité contractuelle de rupture qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie. Le montant de cette indemnité est fixé à la différence entre:

- un montant brut égal à 200% de la rémunération fixe versée par la Société au cours de douze mois précédant sa date de départ auquel s'ajoute la moyenne de la rémunération variable versée par la Société à M. Jean-Georges MALCOR (i) au titre des exercices échus au cours de la période de trente-six mois précédant la date de départ de M. MALCOR ou (ii) au cours des années pleines de présence à compter du 1^{er} janvier 2010 dans l'hypothèse où le départ interviendrait avant que M. Jean-Georges MALCOR ait trente-six mois d'ancienneté, (ci-après la "Rémunération annuelle de référence"), et
- toutes sommes auxquelles M. Jean-Georges MALCOR pourrait prétendre du fait de la cessation de son mandat social, en particulier, l'indemnité susceptible d'être versée au titre de son engagement de non concurrence.

Le montant total de l'indemnité spéciale de rupture est donc plafonné à 200% de la Rémunération annuelle de référence.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de l'indemnité contractuelle de rupture est soumis à la réalisation des conditions de performance suivantes appréciée au regard des performances de la Société:

- La moyenne, du ratio entre le cours de l'ADS CGG Veritas et celui de l'indice PHLX Oil Service SectorSM (OSXSM), au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR doit être au moins égal aux deux-tiers de la moyenne du même ratio évaluée sur la même période de soixante jours de bourse (i) quatre ans avant la date de départ ou (ii) au 1er janvier 2010, dans l'hypothèse où le départ interviendrait avant que M. Jean-Georges MALCOR ait quatre ans d'ancienneté dans le Groupe ;
- La moyenne, du ratio entre le cours de l'action CGG Veritas et celui de l'indice SBF 120, au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR doit être au moins égal aux deux-tiers de la moyenne du même ratio évaluée sur la même période de soixante jours de bourse (i) quatre ans avant la date de départ ou (ii) au 1er janvier 2010, dans l'hypothèse où le départ interviendrait avant que M. Jean-Georges MALCOR ait quatre ans d'ancienneté dans le Groupe ;
- La moyenne des taux de marge d'EBITDAS au cours (i) des quatre années précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR ou (ii) sur la période commençant à compter du 1er janvier 2010, dans l'hypothèse où le départ interviendrait avant que M. Jean-Georges MALCOR ait quatre ans d'ancienneté dans le Groupe, doit être supérieure à 25%.

Le paiement de l'intégralité du montant de l'indemnité est subordonné à la réalisation de deux conditions sur trois. Dans l'hypothèse où une seule condition serait remplie, M. Jean-Georges MALCOR n'aurait alors droit qu'à 50% de ce montant.

Enfin, le Conseil d'administration devra constater, conformément aux dispositions dudit article L.225-42-1 du code de commerce, préalablement au versement de l'indemnité spéciale de rupture, (i) que les conditions de performance décrites ci-dessus sont bien remplies et (ii) que l'indemnité spéciale de rupture est conforme au code de gouvernement d'entreprise en vigueur à la date du départ de l'intéressé.

Les avantages consentis à MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER en cas de départ du Groupe ont été approuvés par le Conseil d'administration du 29 février 2012 et ratifiés par l'Assemblée Générale du 10 mai 2012. Ils présentent les caractéristiques suivantes:

MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER ne bénéficient d'une indemnité contractuelle de rupture qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie. Le montant de cette indemnité est fixé à la différence entre (i) un montant brut égal à 200 % de leur rémunération annuelle de référence et (ii) toutes sommes auxquelles MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER pourraient prétendre en cas de départ du Groupe, en particulier l'indemnité susceptible d'être versée au titre de leur engagement de non-concurrence à laquelle il est fait référence ci-après. Le montant total de l'indemnité spéciale de rupture est donc plafonné à 200 % de la rémunération annuelle de référence.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de l'indemnité contractuelle de rupture est soumis à la réalisation d'une condition de performance appréciée au regard des performances de la Société sur la base de la réalisation d'au moins deux des trois objectifs suivants :

- la moyenne du ratio entre le cours de l'ADS CGG et celui de l'indice PHLX Oil Service SectorSM (OSXSM) au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER doit être au moins égale aux deux tiers de la moyenne du même ratio quatre ans auparavant,
- la moyenne du ratio entre le cours de l'action CGG et celui de l'indice SBF 120 au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER doit être au moins égale aux deux tiers de la moyenne du même ratio quatre ans auparavant,
- la moyenne de marge d'EBITDAS au cours des quatre années précédant la date de départ de MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER doit être supérieure à 25 % ;
- dans l'hypothèse où seule une de ces conditions serait remplie, MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER n'auraient alors droit qu'à 50 % de l'indemnité spéciale de rupture.

NOTE 27 TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS LIÉES

Les transactions du Groupe avec des sociétés liées se font dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché.

(En millions de dollars US)	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Ventes de matériel géophysique à Argas	10,9	4,2	62,6
Location de matériel et prestations de conseil à Argas	10,4	15,2	11,0
Revenus d'affrètement de l'Alizé perçus de LDA	12,2	13,8	14,4
Ventes de matériel géophysique à Xian Sercel. ⁽¹⁾	—	—	9,7
Services rendus à Gardline CGGV Pte Ltd.	3,3	—	—
Location de matériel et prestations de conseil à PTSC CGGV Geophysical Survey Company	13,6	—	—
Location de matériel et prestations de conseil à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	6,0	17,3	—
Produits	56,4	50,5	97,7
Coûts d'affrètement et de gestion vis-à-vis de Norfield AS ⁽¹⁾	—	—	42,0
Location de matériel auprès d'Argas	6,2	8,7	22,6
Coûts d'affrètement et de gestion vis-à-vis de LDA	34,3	28,1	15,2
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS	14,6	17,3	10,8
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS	15,4	4,5	—
Achats de prestations de services à CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS	67,8	9,0	—
Achats de prestations de services à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	10,8	13,5	—
Achats de matériel géophysique à Tronic's	10,9	8,8	5,7
Location de matériel auprès de PTSC CGGV Geophysical Survey Company	23,4	—	—
Achat de prestations de services à Gardline CGGV Pte Ltd.	5,6	1,4	2,1
Charges	189,0	91,3	98,4
Créance commerciale sur Argas	6,9	4,0	28,1
Créance commerciale sur Norfield AS ⁽¹⁾	—	—	10,2
Créance commerciale sur PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	3,8	14,7	—
Créance commerciale sur PTSC CGGV Geophysical Survey Company	4,2	—	—
Créance commerciale sur LDA	11,9	7,1	—
Clients et comptes rattachés	26,8	25,8	38,3
Prêt à Eidesvik Seismic Vessel AS	—	—	7,1
Prêt à PTSC CGGV Geophysical Survey Company	28,3	—	—
Prêts et avances consenties	28,3	—	7,1
Dettes commerciales vis-à-vis d'Argas	5,4	3,0	6,4
Dettes commerciales vis-à-vis de LDA	2,7	3,9	2,5
Dettes commerciales vis-à-vis de Spectrum ASA	0,9	3,4	—
Dettes commerciales vis-à-vis de PTSC CGGV Geophysical Survey Company	10,9	—	—
Dettes commerciales vis-à-vis de PT Elnusa CGGVeritas Seismic	—	12,9	—
Fournisseurs et comptes rattachés	19,9	23,2	8,9
Dettes de crédit-bail vis-à-vis de Norfield AS ⁽¹⁾	—	—	40,0
Dettes de crédit-bail vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessel AS	11,7	12,4	12,6
Dettes de crédit-bail vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS	9,6	10,2	—
Dettes financières	21,3	22,6	52,6
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS	180,1	149,3	201,4
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS	155,9	172,5	181,9
Engagements des loyers futurs vis-à-vis de Norfield AS ⁽¹⁾	—	—	168,5
Engagements de prestations de service vis-à-vis de LDA, net	4,6	8,2	11,8
Engagements de prestations de service vis-à-vis de CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS	222,9	258,2	—
Engagements hors-bilan	563,5	588,2	563,6

(1) Xian Sercel était consolidée par mise en équivalence jusqu'en novembre 2010 et Norfield AS jusqu'en janvier 2011 (voir note 2).

Louis Dreyfus Armateurs (« LDA ») fournit des services de gestion de flotte marine au Groupe. Par ailleurs, LDA est, avec CGGVeritas, actionnaire de Geomar, qui détient elle-même le navire sismique *Alizé*. Geomar fournit des services d'affrètement de navire à LDA.

Argas, Eidesvik Seismic Vessel AS, Oceanic Seismic Vessel AS, Gardline CGGV Pte Ltd., Spectrum ASA, CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS, PT Elnusa-CGGVeritas Seismic et PTSC CGG Geophysical Survey Company sont des sociétés mises en équivalence. Le Groupe détient une participation financière de 16 % dans Tronic's.

Aucune facilité de paiement ou prêt n'ont été accordés au Groupe par les actionnaires pendant les trois dernières années.

NOTE 28 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les « amortissements et dépréciations » comprennent la dépréciation de la marque Veritas pour 30 millions de dollars US en 2012. En 2010, la ligne « amortissements et dépréciations des études multi-clients » comprenait une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 93,6 millions de dollars US (voir note 10).

Les « acquisitions » en 2012 comprennent 52,5 millions de dollars US d'investissement dans Geophysical Research Company, LLC (« GRC »). Les acquisitions en 2011 comprenaient 4,8 millions de dollars US d'obligations convertibles dans Spectrum ASA, 4,5 millions de dollars US d'obligations convertibles dans Oceanic Seismic Vessel AS et 0,8 millions de dollars US d'investissement dans Petrodata Consulting LLC. Les acquisitions en 2010 correspondaient à un investissement de 1,7 millions de dollars US dans Gardline CGGV Pte. Ltd. diminué de 1,0 millions de dollars US de trésorerie Xian Sercel acquise.

La ligne « valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles » correspondait en 2011 principalement à la cession de notre bibliothèque multi-clients 2D à Spectrum ASA, payée en numéraire.

La ligne « plus ou moins-values sur immobilisations financières » correspond en 2012 à la cession de 18,82 % de nos parts dans Spectrum ASA. En 2011, la ligne « plus ou moins-values sur immobilisations financières » correspondait à la cession de 33 % de nos investissements dans Cybernetix. En 2010, elle correspondait principalement à la cession de 12 % de nos investissements dans Cybernetix et à la cession de nos actions dans Offshore Hydrocarbon Mapping.

Les « charges financières payées » en 2012, 2011 et 2010 comprennent principalement les charges et intérêts relatifs à la facilité de crédit Senior Term Loan B, et aux obligations à haut rendement (voir note 13).

La ligne « impact du change sur les actifs et les passifs financiers » correspond notamment à l'élimination du gain ou de la perte de change latent sur la dette financière brute en dollars portée par les filiales dont la monnaie de reporting est l'euro.

Les opérations de financement et d'investissement sans effet sur la trésorerie et non repris dans le tableau de flux de trésorerie sont les suivantes :

<i>(En millions de dollars US)</i>	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Équipement acquis en crédit-bail	2,8	29,1	116,5

La trésorerie est composée comme suit :

<i>(En millions de dollars US)</i>	Au 31 décembre		
	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Disponibilités et dépôts bancaires	952,5	431,9	366,0
Valeurs mobilières de placement	567,7	99,5	82,8
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 520,2	531,4	448,8

La trésorerie comprend des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non disponibles pour le Groupe à hauteur de 95,3 millions de dollars US. Cette trésorerie correspond aux soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie détenus par des filiales implantées dans des pays où le contrôle des changes ou des contraintes légales ne permettent pas de rendre disponibles ces montants de trésorerie pour une utilisation par le Groupe ou une autre de ses filiales.

NOTE 29 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant reprend les chiffres utilisés dans le calcul du résultat net par action de base et dilué :

	Au 31 décembre		
(En millions de dollars US, sauf les données par action)	2012	2011 (retraité)	2010 (retraité)
Résultat net consolidé			
Résultat net — part du Groupe ^(a)	74,2	(28,2)	(74,5)
Déduction faite des dépenses liées aux obligations convertibles, nettes d'impôt	21,7	18,9	—
Résultat net — part du Groupe ajusté ^(b)	95,9	(9,3)	(74,5)
Effet Dilutif			
Actions ordinaires en circulation en début d'année, ajusté ^(c)	158 665 347	158 293 583	157 917 961
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises durant l'année, ajusté ^(d)	3 412 261	277 740	204 713
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, ajusté (e) = (c) + (d)	162 077 608	158 571 323	158 122 674
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2003	—	—	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2006	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2007	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2008	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2009	586 385	(2)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2010	241 517	(2)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2011	(1)	(1)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2012	(1)	(1)	(2)
Nombre total d'actions potentielles liées aux plans d'options	827 902	—	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2009	—	—	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2010	—	(2)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2011	236 423	(2)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2012	267 509	—	(2)
Nombre total d'actions potentielles liées aux plans d'attribution d'actions gratuites	503 932	—	—
Nombre d'actions potentielles liées aux obligations convertibles 2011	(3)	(2)	—
Nombre d'actions potentielles liées aux obligations convertibles 2012	(3)	—	—
Nombre moyen ajusté d'actions potentielles liées aux instruments financiers ayant un effet dilutif ^(f)	163 409 442	158 571 323	158 122 674
Résultat net par action			
Base (a) / (e)	0,46	(0,18)	(0,47)
Dilué (b) / (f)	0,45	(0,18)	(0,47)

(1) Le prix d'exercice de ces options étant plus élevé que le cours moyen de l'action, il est considéré qu'aucune action potentielle liée à ce plan n'aurait été émise sur l'exercice.

(2) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites et d'obligations convertibles ont un effet relatif, par conséquent les actions potentielles liées à ces plans n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(3) Les obligations convertibles avaient un effet accréteur; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2012, 2011 et 2010 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGGV SA en 2012. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté respectivement.

NOTE 30 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Acquisition de la Division Géosciences du groupe Fugro

Le 31 janvier 2013, le Groupe a acquis la Division Geoscience du groupe Fugro, à l'exception toutefois de l'activité aéroportée et de certains actifs non significatifs, qui seront intégrés ultérieurement lorsque tous les permis d'exploitation et les autorisations administratives auront été reçus (voir note 2).

Mise en place de la Joint-Venture Seabed avec Fugro

La joint-venture Seabed Geosolutions BV entre les groupes CGG et Fugro a été mise en place le 16 février 2013. Le Groupe détient 40% du capital de Seabed Geosolutions BV.

Vente de la participation dans le capital de Spectrum ASA

Le 20 février 2013, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation résiduelle dans Spectrum ASA, soit 3 965 181 actions à un prix par action de 47,50 NOK.

NOTE 31 LISTE DES PRINCIPALES FILIALES CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2012

Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir de leur date d'acquisition lors de la prise de contrôle par le Groupe.

Certaines sociétés mises en sommeil ou non significatives n'ont pas été listées.

Le pourcentage d'intérêt correspond généralement au pourcentage de contrôle dans la société.

Numéro Siren ^(a)	Sociétés intégrées globalement	Siège	% d'intérêt
	CGGVeritas Holding BV	Amsterdam, Pays-Bas	100,0
	CGGVeritas Marine BV.	Amsterdam, Pays-Bas	100,0
	CGGVeritas Services Holding (Latin America) B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	100,0
403 256 944	CGGVeritas Services SA	Massy, France	100,0
410 072 110	CGG Explo SARL	Massy, France	100,0
413 926 320	Geomar SAS ⁽¹⁾	Paris, France	49,0
	CGGVeritas International SA	Genève, Suisse	100,0
	CGG Marine Resources Norge AS	Oslo, Norvège	100,0
	Wavefield Inseis AS	Oslo, Norvège	100,0
	Multifield Geophysics AS	Bergen, Norvège	100,0
	CGGVeritas Services (Norway) AS	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Vessel Resources AS	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Investment Resources II AS	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Vessel Resources II AS	Bergen, Norvège	100,0
	CGGVeritas Services (UK) Ltd.	Crawley, Royaume-Uni	100,0
	Veritas DGC Limited	Crawley, Royaume-Uni	100,0
	Veritas Geophysical Limited	Crawley, Royaume-Uni	100,0
	Geoexplo	Almaty, Kazakhstan	100,0
	Veritas Caspian LLP ⁽¹⁾	Almaty, Kazakhstan	50,0
	CGG do Brasil Participações Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100,0
	Veritas do Brasil Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100,0
	CGGVeritas Services de Mexico SA de CV	Mexico, Mexique	100,0
	Geoinnovacion Corporativo S de RL de CV	Mexico, Mexique	100,0
	Exgeo CA	Caracas, Venezuela	100,0
	CGGVeritas Holding (US) Inc.	Delaware, États-Unis	100,0
	CGGVeritas Services (US) Inc.	Delaware, États-Unis	100,0
	CGGVeritas Land (US) Inc.	Delaware, États-Unis	100,0
	Alitheia Resources Inc.	Delaware, États-Unis	100,0
	Veritas Investments Inc.	Delaware, États-Unis	100,0
	Viking Maritime Inc.	Delaware, États-Unis	100,0
	CGG Canada Services Ltd.	Calgary, Canada	100,0

Numéro Siren ^(a)	Sociétés intégrées globalement	Siège	% d'intérêt
	CGGVeritas Services (Canada) Inc.	Alberta, Canada	100,0
	Hampson Russel Ltd	Alberta, Canada	100,0
	Veritas Geophysical III	Îles Caïman	100,0
	Veritas Geophysical IV	Îles Caïman	100,0
	CGGVeritas Services (Australia) Pty Ltd.	Perth, Australie	100,0
	CGGVeritas Services (Singapore) Pte Ltd.	Singapour	100,0
	CGGVeritas Services (Malaysia) Sdn. Bhd	Kuala Lumpur, Malaisie	100,0
	PT CGG Indonesia ⁽¹⁾	Djakarta, Indonésie	95,0
	PT CGGVeritas Services Indonesia ⁽¹⁾	Djakarta, Indonésie	95,0
	CGGVeritas Services India Private Ltd.	New Delhi, Inde	100,0
	CGGVeritas Technology Services (Beijing) Co. Ltd.	Beijing, Chine	100,0
	Ardiseis FZCO	Dubaï, Émirats arabes unis	51,0
	CGGVeritas Services (B) Sdn. Bhd	Brunei	100,0
	Veritas Geophysical (Nigeria) Limited	Lagos, Nigeria	100,0
	CGG (Nigeria) Ltd.	Lagos, Nigeria	100,0
866 800 154	Sercel Holding SA	Carquefou, France	100,0
378 040 497	Sercel SA	Carquefou, France	100,0
	Sercel England Ltd.	Somercotes, Royaume-Uni	100,0
	Sercel Geophysical Research Services	Tulsa, Etats-Unis	100,0
	Quest Geo Solutions Limited	Hampshire, Royaume-Uni	100,0
	Optoplan AS	Trondheim, Norvège	100,0
	CGGVostok	Moscou, Russie	100,0
	Petrodata Consulting LLC	Moscou, Russie	100,0
	Seismic Support Services	Moscou, Russie	100,0
	Sercel Inc	Tulsa, États-Unis	100,0
	Sercel Canada Ltd.	Calgary, Canada	100,0
	Sercel Australia	Sydney, Australie	100,0
	Hebei Sercel JunFeng Geophysical Prospecting Equipment Co. Ltd. ⁽¹⁾	Hebei, Chine	51,0
	Xian Sercel Petroleum Exploration Instrument Co. Ltd. ⁽¹⁾	Xian, Chine	51,0
	Sercel Beijing Technology	Beijing, Chine	100,0
	Sercel Singapore Pte Ltd.	Singapour	100,0

(a) Le numéro Siren est un numéro d'identification individuelle des sociétés sous la loi française.

(1) Le pourcentage de contrôle dans ces entités est de 100 %.

NOTE 32 INFORMATION CONSOLIDÉE CONDENSÉE RELATIVE À CERTAINES FILIALES

Au 31 décembre 2012, l'obligation de rembourser nos emprunts obligataires à haut rendement est garantie par certaines filiales du Groupe : CGG Canada Services Ltd, CGG Marine Resources Norge AS, CGGVeritas Holding (U.S.) Inc., Alitheia Resources Inc, CGGVeritas Land (U.S.) Inc, CGGVeritas Services (U.S.) Inc, Veritas Geophysical (Mexico) LLC, Veritas Investments Inc., Viking Maritime Inc., CGGVeritas Marine BV, CGGVeritas Holding BV au titre des « Garants Services », et Sercel Inc., Sercel Australia Pty Ltd, Sercel Canada Ltd et Sercel Geophysical Research Company LLC au titre des «Garants Equipements».

Le tableau suivant présente l'information financière consolidée condensée en IFRS au 31 décembre 2012 pour la société (« CGGVeritas »), pour les Garants, les Non-Garants et les Ajustements de consolidation pour arriver au Groupe CGG consolidé.

IFRS

(En millions de dollars US)	CGG Veritas	Garants Services	Garants Equipements	Non Garants	Ajustements de Consolidation	Groupe Consolidé
Ecarts d'acquisition des entités consolidées	—	2 176,6	94,0	144,9	—	2 415,5
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi-clients)	29,0	539,6	32,6	462,7	(129,0)	934,9
Immobilisations corporelles	106,1	655,0	41,7	604,9	(248,2)	1 159,5
Participations dans les entités consolidées	5 174,8	1 552,6	5,9	230,0	(6 963,3)	—
Autres actifs non courants	1 082,2	117,7	7,3	248,4	(1 106,0)	349,6
Actifs courants	1 396,4	1 220,2	256,5	3 443,6	(2 843,4)	3 473,3
Total actif	7 788,5	6 261,7	438,0	5 134,5	(11 289,9)	8 332,8
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme)	2 223,3	1 096,9	0,4	124,6	(1 140,0)	2 305,2
Autres passifs non courants (hors dette financière)	21,7	85,2	29,9	165,2	(37,7)	264,3
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière)	951,6	472,7	153,2	2 435,1	(2 841,2)	1 171,4
Total passif (hors capitaux propres)	3 196,6	1 654,8	183,5	2 724,9	(4 018,9)	3 740,9
Capitaux propres	4 591,9	4 606,9	254,5	2 409,6	(7 271,0)	4 591,9
Chiffre d'affaires	101,3	810,1	560,2	3 976,9	(2 038,0)	3 410,5
Amortissements et dépréciations	7,0	403,2	12,5	347,2	(61,0)	708,9
Produit (perte) d'exploitation	(52,7)	120,8	125,6	207,8	(72,4)	329,1
Résultat des sociétés mises en équivalence	31,7	101,8	—	0,2	(133,7)	—
Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé	91,4	236,3	87,1	149,8	(473,2)	91,4
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	573,0	75,2	67,2	699,5	(494,0)	920,9
Flux de trésorerie affectés aux investissements	27,1	(487,5)	(62,9)	(368,1)	146,8	(744,6)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	348,9	390,4	(3,8)	(270,2)	329,5	794,8
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	—	—	—	—	17,7	17,7
Trésorerie à l'ouverture	340,8	89,5	8,3	92,8	—	531,4
Trésorerie à la clôture	1 289,8	67,6	8,8	154,0	—	1 520,2

Les tableaux suivants présentent l'information financière consolidée condensée en IFRS pour les périodes 2011 et 2010.

31 décembre 2011

(En millions de dollars US)	CGG Veritas	Garants Services	Garants Equipements	Non Garants	Ajustements de Consolidation	Groupe Consolidé
Ecarts d'acquisition des entités consolidées	—	2 476,3	70,5	141,4	—	2 688,2
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi-clients)	24,7	486,6	3,1	460,0	(109,3)	865,1
Immobilisations corporelles	111,8	590,4	48,9	632,1	(200,0)	1 183,2
Participations dans les entités consolidées	4 601,8	1 471,5	5,3	234,3	(6 312,9)	—
Autres actifs non courants	1 194,0	137,7	4,3	100,8	(1 091,6)	345,2
Actifs courants	495,4	656,4	178,9	2 709,0	(1 929,9)	2 109,8
Total actif	6 427,7	5 818,9	311,0	4 277,6	(9 643,7)	7 191,5
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme)	1 819,9	1 094,3	0,8	246,1	(1 219,0)	1 942,1
Autres passifs non courants (hors dette financière)	25,7	94,6	18,0	157,3	(28,3)	267,3
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière)	689,7	551,8	52,5	1 621,3	(1 825,6)	1 089,7
Total passif (hors capitaux propres)	2 535,3	1 740,7	71,3	2 024,7	(3 072,9)	3 299,1
Capitaux propres	3 892,4	4 078,2	239,7	2 252,9	(6 570,8)	3 892,4
Chiffre d'affaires	14,7	784,1	524,8	3 443,1	(1 585,8)	3 180,9
Amortissements et dépréciations	4,9	393,8	17,4	263,3	(50,4)	629,0
Produit (perte) d'exploitation	(36,6)	125,8	150,6	585,6	(619,9)	205,5
Résultat des sociétés mises en équivalence	851,6	(155,8)	—	0,4	(696,2)	—
Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé	(14,3)	257,5	102,6	762,4	(1 122,5)	(14,3)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	1 017,7	520,4	109,9	(47,0)	(811,1)	789,9
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(502,9)	(438,7)	(7,0)	(36,7)	446,8	(538,5)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(456,3)	(8,1)	(116,2)	47,5	371,2	(161,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	—	—	—	—	(6,9)	(6,9)
Trésorerie à l'ouverture	282,3	15,9	21,6	129,0	—	448,8
Trésorerie à la clôture	340,8	89,5	8,3	92,8	—	531,4

31 décembre 2010

(En millions de dollars US)	CGG Veritas	Garants Services	Garants Equipements	Non Garants	Ajustements de Consolidation	Groupe Consolidé
Ecarts d'acquisition des entités consolidées	—	2 455,9	70,7	161,9	—	2 688,5
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi-clients)	11,0	520,6	4,5	485,8	(58,0)	963,9
Immobilisations corporelles	114,2	519,2	59,5	496,1	(143,4)	1 045,6
Participations dans les entités consolidées	3 923,0	1 358,5	5,5	269,0	(5 556,0)	—
Autres actifs non courants	1 256,6	351,8	4,4	139,9	(1 437,7)	315,0
Actifs courants	336,3	1 311,1	323,2	2 476,3	(2 343,7)	2 103,2
Total actif	5 641,1	6 517,1	467,8	4 029,0	(9 538,8)	7 116,2
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme)	1 369,5	1 962,5	1,1	195,6	(1 543,6)	1 985,1
Autres passifs non courants (hors dette financière)	25,4	203,8	20,6	144,8	(75,2)	319,4
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière)	411,1	798,5	70,8	1 975,1	(2 278,9)	976,6
Total passif (hors capitaux propres)	1 806,0	2 964,8	92,5	2 315,5	(3 897,7)	3 281,1
Capitaux propres	3 835,1	3 552,3	375,3	1 713,5	(5 641,1)	3 835,1
Chiffre d'affaires	12,8	789,9	517,4	3 068,9	(1 484,7)	2 904,3
Amortissements et dépréciations	2,7	440,2	15,2	263,2	(37,8)	683,5
Produit (perte) d'exploitation	5,5	76,2	134,5	(69,0)	(59,8)	87,4
Résultat des sociétés mises en équivalence	(364,8)	11,4	—	91,7	261,7	—
Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé	(60,4)	947,9	99,4	(76,9)	(970,4)	(60,4)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	322,4	70,4	140,7	866,2	(833,8)	565,9
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(268,8)	(384,2)	(20,6)	(155,2)	304,6	(524,2)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(191,6)	287,3	(116,1)	(793,6)	538,0	(276,0)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	—	—	—	—	(8,8)	(8,8)
Trésorerie à l'ouverture	420,3	42,4	17,6	211,6	—	691,9
Trésorerie à la clôture	282,3	15,9	21,6	129,0	—	448,8

NOTE 33 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau suivant présente les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe en 2012, 2011 et 2010.

(En milliers de dollars US)	Mazars 2012		Ernst & Young Audit 2012		Total 2012		Total 2011 (retraité)		Total 2010 (retraité)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit										
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :										
CGGVeritas SA	572		929		1 501		2 279		1 625	
Filiales consolidées	1 757		3 194		4 951		5 120		5 072	
Total	2 329	75%	4 123	77%	6 452	76%	7 399	82 %	6 697	89 %
Missions accessoires :										
CGGVeritas	749		1 168		1 917		1 427		—	
Filiales consolidées	—		—		—		—		618	
Total	749	24%	1 168	22%	1 917	23%	1 427	16 %	618	8 %
Total audit	3 078	99%	5 291	99%	8 369	99%	8 826	98 %	7 315	97 %
Autres prestations										
Juridique, fiscal, social	29	1%	70	1%	99	1%	229	2 %	223	3 %
Technologies de l'information	—		—		—		—		—	
Audit interne	—		—		—		—		—	
Autre	—		—		—		—		—	
Total autres prestations	29	1%	70	1%	99	1%	229	2 %	223	3 %
TOTAL	3 107	100 %	5 361	100 %	8 468	100 %	9 055	100 %	7 538	100 %

